

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le

- 2 MARS 2015

Direction départementale des territoires  
Service Aménagement du Territoire et Risques  
Pôle Planification

Affaire suivie par : catherine.carrot  
Tél. : 04 81 66 81 20  
Fax : 04 81 66 80 80  
courriel : catherine.carrot@drome.gouv.fr

Liste des destinataires ci-jointe

*un 1 carte communale*

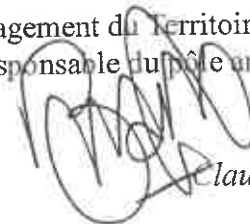
**Objet :** Mise à jour de la carte communale de Treschenu-Creyers  
Servitude relative à quatre captages d'eau potable.

**Ref :** SATR/PA/ L15-45

**P.J. :** 1 exemplaire des quatres arrêté préfectoraux.  
1 ex. plan et liste des servitudes d'utilité publique mis à jour

Suite à l'instauration de nouvelles servitudes d'utilité publique résultant de quatre captages d'eau potable par arrêtés préfectoraux n° 2014328-0023, 2014328-0024, 2014328-0026, 2014328-0028 du 24 novembre 2014, je vous prie de trouver ci-joint, pour application, un exemplaire de ces arrêtés accompagnés d'un plan et d'une liste des servitudes d'utilité publique réactualisés concernant la commune de Treschenu-Creyers.

P/le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques  
La Responsable du pôle aménagement



Claudie BUARD

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 24 novembre 2014

Agence Régionale de Santé  
Délégation départementale de la Drôme  
Pôle prévention et gestion des risques  
Service Environnement et Santé  
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD  
Tél. : 04.26.20.91.68  
Fax : 04.75.57.76.99  
courriel : [ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr](mailto:ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr)

Préfecture  
Direction des collectivités  
et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par :  
Lucette MANGUIN  
Tel. : 04.75.79.28.71  
Fax : 04 75 79 28.55  
Courriel du BEP : [pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr)

**ARRÊTE N°2014328-0028**

Portant déclaration d'utilité publique des ouvrages de prélèvements et de dérivation des eaux,  
et de l'instauration des périmètres de protection ;

Portant déclaration du prélèvement d'eau dans le milieu naturel

Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production  
et la distribution par un réseau public ;

Concernant les captages  
SAPET AMONT alias Les Nonières code BSS n° 08442X0007 / HY  
SAPET LATERAL code BSS n° 08442X0008 / HY  
sis sur la commune de TRESCHENU-CREYERS

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-61,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux programmes de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à la protection sanitaire des captages Sapet amont et Sapet latéral du 20 septembre 2011,

Vu la délibération de la commune de Treschenu-Creyers du 17 décembre 2012, sollicitant l'instauration de la protection,

Vu l'arrêté n°2014146-0005 du 26 mai 2014 donnant délégation de signature à M. DESPLANQUES, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu les résultats de l'enquête publique et parcellaire qui s'est déroulée du 12 mai au 6 juin 2014 sur la commune de Treschenu-Creyers,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 30 juin 2014,

Vu le rapport et sur proposition de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Rhône Alpes (ARS),

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date du 11 septembre 2014,

Vu la consultation du pétitionnaire en date du 28 octobre 2014,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE I : Déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau**

#### **Article 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Treschenu-Creyers :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir des captages Sapet amont et Sapet latéral, sis sur la commune de Treschenu-Creyers ;
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des deux ouvrages de captage et l'institution des servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

Il sera fait application de l'article L.23-1 du code de l'expropriation en cas d'atteinte portée aux exploitations agricoles, à l'environnement ou au patrimoine culturel par des ouvrages publics.

## **Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine**

La commune de Treschenu-Creyers est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines en vue de la consommation humaine au niveau des captages de Sapet amont et Sapet latéral dans les conditions fixées par le présent arrêté.

## **Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement des captages**

Les captages du Sapet sont localisés à environ 800 m au nord est du village des Nonières (chef lieu), dans le versant sud du Rocher de Combau (1593 m), au dessus de la Grande Cascade du Sapet du ruisseau de Sareymond.

Les sources émergent à plus de 60 m au dessus du thalweg du ruisseau de Sareymond, dans un ravin peu marqué, à l'affleurement de bancs calcaires bien individualisés au sein de la série marneuse du barrémien inférieur. L'aquifère, évalué à 3 km<sup>2</sup>, est nourri par le plateau calcaire et les éboulis de pente. Une réalimentation occulte par des fracturations annexes est probable.

### **Captage du Sapet amont, créé en 1938**

Les coordonnées LAMBERT II étendues sont : X = 855 569 m ; Y = 1 976 582 m ; Z = 966 m

Le drainage, situé dans l'axe du ravin, est constitué par un empierrement de 4 m<sup>2</sup> environ, coiffant les griffons au contact des bancs rocheux, et recouvert en 2006 par une dalle de béton qui assure l'isolement vis-à-vis des eaux de ruissellement temporaires du ravin.

La chambre de réception et de mise en charge (1m x 1m x 2 m de hauteur) abrite 3 bacs en cascade, alimentés en 150 mm par le drainage. Elle est fermée par un portillon frontal.

Les deux ouvrages (drainage et chambre comportent des trop-pleins de hautes eaux qui débouchent dans la pente.

### **Captage du Sapet latéral, créé en 2006**

Les coordonnées LAMBERT II étendues sont : X = 855 625 m ; Y = 1 976 498 m ; Z = 950 m.

Le drainage est implanté à la base d'un petit escarpement dans le flanc gauche du ravin à 40 m de son axe. Il est constitué par un ouvrage enterré et non visitable, coiffant le griffon au contact des bancs rocheux. Le trop-plein de très hautes eaux en diamètre 150 mm est restitué dans la pente au droit du captage.

La chambre de réception cubique (2 m de côté), en béton, est enterrée en bas de la parcelle 322, au niveau de la route. Elle comporte 3 compartiments : réception décantation, mise en charge et pied sec. Elle recevait initialement le drainage Sapet aval, établit dans l'axe du thalweg, désaffecté et obturée en 2006. Elle est accessible par une cheminée fermée par un capot Foug. Elle comporte un trop plein restitué à la pente à l'aval de la route.

### **Regard de jonction brise charge :**

Les deux sources se réunissent dans un ouvrage brise charge situé plus loin sur la route, qui restitue un trop plein conséquent en contrebas de la route.

Le départ gravitaire alimente ensuite le réservoir 80 m<sup>3</sup> du village des Nonières, qui dispose d'un autre trop-plein rejeté au ruisseau de Sareymond.

## **Article 4 : Conditions de prélèvement**

Les captage appartiennent au bassin versant de la Drôme. Le prélèvement est effectué sur des fils d'eau souterraine, qui ne donnent pas naissance à un cours d'eau et qui ne sont pas assimilés à une nappe d'accompagnement. Il n'entre pas dans le champ de la Zone de répartition des Eaux de la Rivière Drôme. Il relève de la rubrique 1.1.2.0 "Eaux souterraines" de la Loi sur l'Eau.

Le débit total dérivé jusqu'au réservoir des Nonières sur le mélange Sapet amont et Sapet latéral est de 7,5 m<sup>3</sup>/h. est soumis à déclaration.

Les débits d'exploitation autorisés sur l'ensemble Sapet amont et Sapet latéral pour la satisfaction des besoins du village des Nonières sont :

- Volume maximum annuel : 4000 m<sup>3</sup>/an, soit 11 m<sup>3</sup>/jour en moyenne
- Volume de pointe estivale : 24 m<sup>3</sup>/jour (soit 1 m<sup>3</sup>/h) correspondant à 13 % du débit d'étiage cumulé des 2 sources.

Les trop-pleins sont restitués au milieu naturel au droit des captages de Sapet amont et de Sapet latéral, des ouvrages intermédiaires (brise charge) et du réservoir des Nonières. L'exploitant étudiera la faisabilité d'une limitation de l'exportation de l'eau afin de favoriser sa restitution au milieu naturel au plus près des sources, sachant aussi que le renouvellement rapide de l'eau au réservoir participe au maintien d'une bonne qualité bactériologique de l'eau dans le réseau de distribution.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence les valeurs exportées conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département

#### **Article 5 : Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité des captages Sapet amont et Sapet latéral sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Treschenu-Creyers.

#### **Article 6 : Périmètres de protection du captage**

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté (annexe IV). Ils sont établis pour protéger la zone d'alimentation dans l'environnement proche du captage, fragile de part les médiocres capacités de filtration des formations géologiques.

##### **Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée**

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant, l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Treschenu-Creyers et l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection.

III. La création de tout captage supplémentaire destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle instruction au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

IV. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

#### Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate

##### **PPI Sapet Amont**

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joint au dossier (annexes III et IV). Il s'établit sur 4000 m<sup>2</sup> environ aux dépens des parcelles section C n° 322 appartenant à la commune de Treschenu Creyers, et 319 et 325, appartenant à la forêt domaniale du Sapet, commune de Treschenu-Creyers.

##### **PPI Sapet latéral**

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joint au dossier (annexes III et IV). Il s'établit sur 1500 m<sup>2</sup> environ aux dépens de parcelles section C n° 325, appartenant à la forêt domaniale du Sapet, commune de Treschenu-Creyers.

Des servitudes sont instituées sur les terrains des périmètres de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I.1 et I.2 du présent arrêté.

Toutes activités autres celles nécessaires à l'entretien des périmètres, à l'exploitation ou au renouvellement des ouvrages y sont interdites.

#### Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée commun aux captages Sapet amont et Sapet latéral

Il est défini un périmètre de protection rapprochée tel que précisé sur le plan et à l'état parcellaire joints (annexes III et IV). Il s'établit sur une surface de 16,4 ha environ sur la commune de Treschenu-Creyers.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté.

Le plan parcellaire est tenu à jour des modifications du parcellaire et des éventuelles implantations nouvelles, ainsi que des équipements visés par l'arrêté. La mise à jour est communiquée à l'ARS tous les 5 ans.

#### Article 6.4 : Zone sensible

Le bassin d'alimentation englobe la majeure partie du relief du Rocher de Combau, pour 200 ha, suivant délimitation IGN jointe (annexe V). Il constitue une zone sensible essentielle pour la préservation de la ressource.

### CHAPITRE II : Traitement, distribution de l'eau et autorisation

#### Article 7 : Traitement

L'eau est acheminée gravitairement au réservoir 80 m<sup>3</sup> du village des Nonières.

Le contrôle sanitaire démontre une faible sensibilité aux contaminations bactérienne, en raison de l'environnement naturel de la ressource et du renouvellement rapide de l'eau dans le réseau.

Un entretien rigoureux suffit à maintenir une qualité satisfaisante en distribution.

Le cas échéant, la mise en service d'une filière de traitement est soumise à autorisation préalable par le Préfet de la Drôme sur la base d'un avant projet conformément à l'article R.1321-6 du Code de la Santé Publique.

#### Article 8 : Matériaux du réseau

Le demandeur utilise des matériaux entrant au contact de l'eau conformes aux dispositions de l'article R.1321-48 du code de la santé publique, dans les installations nouvelles ou parties de réseaux faisant l'objet de rénovation.

#### Article 9 : Contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique et ses arrêtés d'application.

L'ARS peut moduler les fréquences du contrôle au vu des résultats d'analyses.

#### **Article 10 : Surveillance**

Conformément à l'article R.1321-23 du code de la santé publique, le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- un programme de test et d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Ce fichier, consultable par l'ARS, présente en particulier et dans un ordre chronologique, les dates de vérification du fonctionnement des installations de production et les opérations de maintenance.

Dans le cadre de la surveillance, le demandeur veille au bon fonctionnement et à l'entretien des systèmes de production et de distribution d'eau. Il est responsable de la qualité de l'eau utilisée.

#### **Article 11 :**

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée et/ou distribuée, sur le captage, ses équipements ou ses périmètres de protection, est porté à la connaissance du préfet et de l'ARS. Le demandeur inspecte les ouvrages aussi souvent que de besoin.

Le demandeur transmet un compte rendu de ces opérations au Préfet et à l'ARS dans le mois suivant.

### **CHAPITRE III : Dispositions diverses**

#### **Article 12 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte d'autorisation et de déclaration d'utilité publique veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système de production de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers doit être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

#### **Article 13 : Délai et durée de validité**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **Article 14 : Accès**

**Sapet amont :** L'accès au captage du Sapet amont s'effectue sur des chemins et des parcelles communales, ou appartenant au domaine public de l'état..

**Sapet latéral :** L'accès au captage du Sapet latéral s'effectue sur des chemins et des parcelles communales, ou appartenant au domaine public de l'état.

Il n'y a pas lieu d'établir une servitude d'accès. Les modalités de passage en forêt domaniales seront fixées par voie de convention.

#### **Article 15 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de sa mise en œuvre. Sa notification est faite par le demandeur sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, sera affiché en mairie de Treschenu-Creyers pendant une durée minimum de deux mois. Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

La mise à jour des documents d'urbanisme doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée et sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

#### **Article 16 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs ou des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

#### **Article 17 : Droit de recours**

Au titre de code de la santé publique et du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun, BP 1135, 38022 GRENOBLE Cedex 1 ) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

#### **Article 18 : Mesures exécutoires**

Monsieur le Préfet de la Drôme, Madame le Sous Préfet de Die, Monsieur le Maire de la commune de Treschenu-Creyers, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Rhône Alpes, Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Treschenu-Creyers.

Fait à Valence, le 24 NOV. 2014

Le Préfet

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

#### **Liste des annexes :**

Annexe I : servitudes instituées dans les périmètres de protection immédiate

Annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée

Annexe III : plan parcellaire (PPI – PPR)

Annexe IV : état parcellaire (PPI – PPR)

Annexe V : Bassin d'alimentation



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 24 NOV. 2014  
Le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Protection du captage des Sources de Sapet amont et Sapet latéral  
Sis sur la commune de TRESCHENU CREYERS**

**Elvire DESPLANQUES**

**Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate**

Il est créé un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) autour de chaque captage, tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes III et IV).

**Obligations :**

- La mise à disposition des surfaces domaniales nécessaires sera actée par convention pendant toute la durée de l'exploitation des ouvrages.
- La couverture herbacée est entretenue par fauchage ; Sur une bande de 5 m de part et d'autre des drains et autour des chambres de captage, les arbres seront coupés, sans dessouchage, et les repousses arbustives seront détruites mécaniquement. Le reste des parcelles sera simplement entretenu, en favorisant les arbres de haute tige pour limiter l'embroussaillage.
- un aménagement approprié (formes de pentes et drainage) écarte les eaux de ruissellement et empêche la stagnation sur les ouvrages.

**Sapet amont**

- Compte tenu de la nécessité de laisser une libre circulation des eaux dans le thalweg, ainsi que de la topographie difficile et de caractère retiré du lieu, les ouvrages ne seront que partiellement clôturés sur la façade ouest pour l'isoler du chemin d'exploitation. L'accès au chemin d'exploitation est limité aux ayants droit par une barrière. Les limites du périmètre non clôturé sont matérialisées par un bornage visible
- Les ouvrages visitables seront munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.
- Les trop-pleins seront prolongés d'une dizaine de mètre vers l'aval pour éloigner la zone fréquentée par la faune sauvage.

**Sapet latéral**

- Les ouvrages sont clôturés solidement (pour interdire le passage de la grosse faune) et muni d'un portail d'accès. La clôture pourra être interrompue au passage de la falaise, mais elle devra rester infranchissable aux gros animaux. Un accès (portillon) sera également ménagé dans la partie haute.
- Au cas où des ouvrages visitables seraient construits, ils seront munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.

**Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée**

Il est créé un périmètre de protection rapproché (PPR) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire

A l'intérieur de cette zone, commune aux deux captages de Sapet amont et latéral, qui n'est pas à acquérir par la commune de TRESCHENU CREYERS.

**Sont interdits :**

**Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions accidentelles ou diffuses ponctuelles :**

- Les constructions et les activités nouvelles potentiellement polluantes pour les eaux souterraines, sachant qu'il n'y en pas sur ce périmètre
- Les dépôts et stockages de toute nature, même temporaires (fumiers, produits fermentescibles, engrais, produits radioactifs, toxiques, hydrocarbures) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

- L'épandage de fertilisants organiques ou chimiques susceptibles d'engendrer des pollutions bactériennes ou de migrer massivement (lisiers, fumiers frais, produits fermentescibles, engrais liquides, boues de station d'épuration,...) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux, sachant que cette pratique n'est pas présente sur ce périmètre
- L'utilisation d'herbicides, ou de débroussaillants.
- l'établissement de parcs d'élevage ou de gibiers.
- Le camping, la pratique de sports mécaniques ou l'établissement de parcours équestre.

**Les faits et les activités susceptibles de favoriser les infiltrations rapides ou l'érosion et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines, dont :**

- le captage des eaux souterraines, sauf renouvellement ou amélioration de l'équipement public.
- L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations sur plus de 2 mètres d'épaisseur, la création de banquettes de culture décaissant le terrain de plus de 2m.
- Le tracé de pistes temporaires ou permanentes entaillant le profil des versants, hors aménagement structurant autorisés.
- Le défrichage des parcelles forestières sauf besoins d'aménagement des accès, l'établissement de places de dépôt et de traitement du bois, le dessouchage.

**ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUS LES FAITS SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES.**

**Sont réglementés :**

- La création de pistes forestières à vocation DFCI et gestion du massif. L'aménagement à travers le PPR d'infrastructures nécessaires à la défense de la forêt contre l'incendie et à la gestion forestière est soumis à l'accord des services de l'état chargés de la réglementation forestière. Les projets seront subordonnés à l'avis favorable de l'autorité sanitaire, qui pourra demander l'étude des impacts pour le passage de points singuliers. L'accès sera limité aux seules nécessités de protection et de gestion du massif forestier. Les pistes seront remises en état (coupures d'eau, ornières...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation.
- L'exploitation forestière : coupes à blanc limitée à des surfaces non contiguës de 5 000 m<sup>2</sup> maximum, pour limiter les risques d'érosion ou de turbidité des eaux souterraines. L'évolution vers des pratiques d'exploitation forestière de type futaie jardinée est recommandée.
- Le pâturage extensif des troupeaux, sans établissement de parc, de point d'eau et de nourrissage est autorisé. L'activité de pâturage sera déclarée en mairie (durée, taille du troupeau)
- Les eaux de ruissellement de la chaussée de la RD 120, dans la traversée amont du PPR seront restituées au versant de façon diffuse (coupure d'eau) sauf sur un linéaire de 60 m centré sur le franchissement du ravin axial, où elles seront conduites à l'aval par un merlon ou tout autre dispositif approprié, entretenu en tant que de besoin

Commune de TRESCHENU CREYERS  
Sources Sapet Amont (Nonières) et Sapet Latéral  
Captage et protection sanitaire  
Plan cadastral

Annexe III

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour

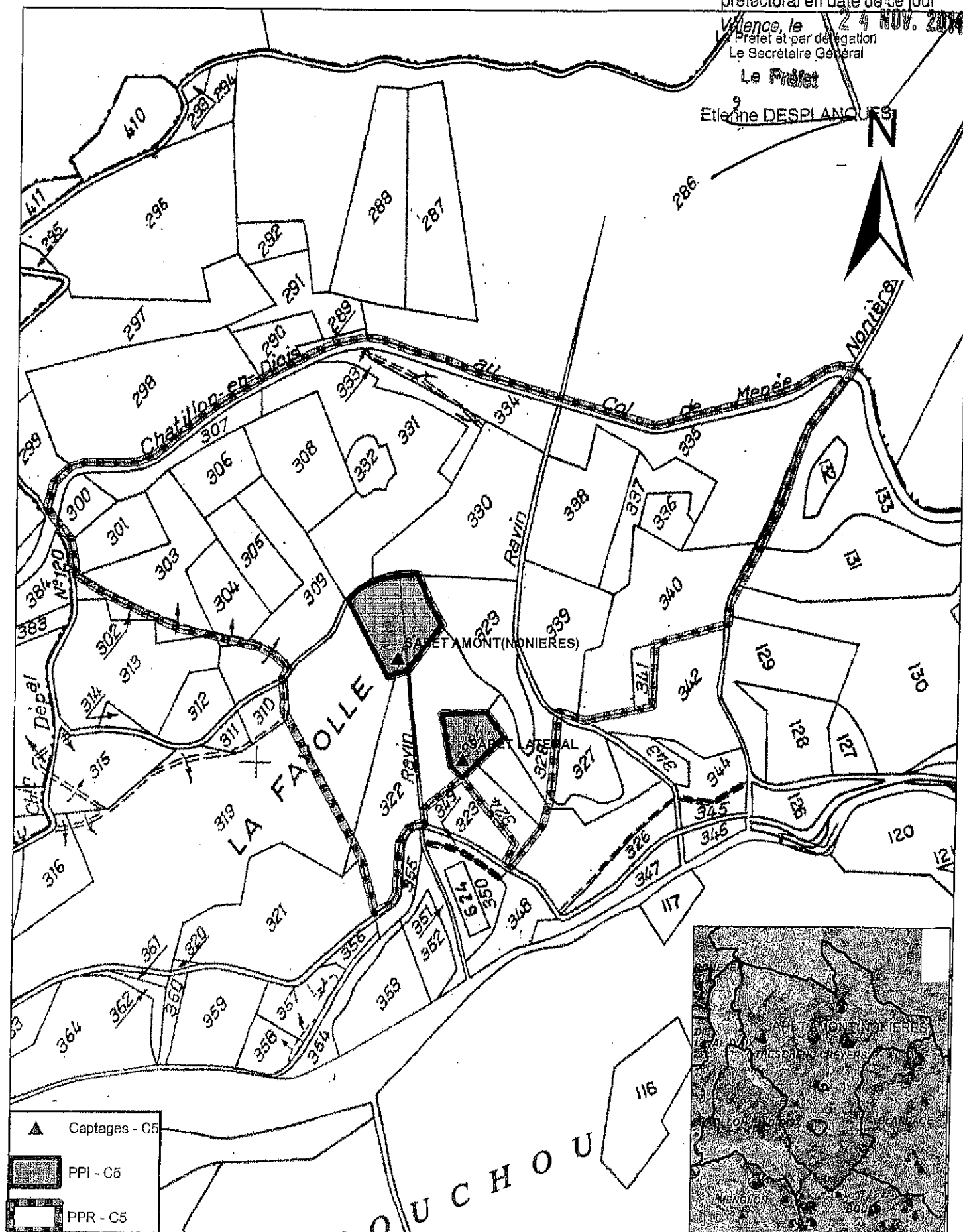
Vienne, le 24 NOV. 2014

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Le Préfet

Etienne DESPLANCHES

N



Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

COMMUNE de TRESCHENU CREYERS Captages LES NONIERES (Ouvrages A et E) et LE SAPET (Ouvrage B)									
IDENTITE DES PROPRIETAIRES			INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca	
N° d'ordre	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture		
Périmètre de protection immédiate du captage Les Nonières									
	Propriétaire : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS Propriétaire : L'Etat - BUREAU DU CADASTRE TELEDON 966 0086 ALL DE BERCY 75574 PARIS CEDEX 12		C	322	Nonières	6150		150	
	Propriétaire : Etat BUREAU DU CADASTRE TELEDON 966 86 ALL DE BERCY 75574 PARIS CEDEX 12 GERANT MANDATAIRE GESTIONNAIRE : OFFICE NATIONAL DES FORETS 16 RUE LAPEROUSE 26000 VALENCE		C	319	Nonières	27867		1500	
Périmètre de protection immédiate du captage Le Sapet									
	Propriétaire : L'Etat - BUREAU DU CADASTRE TELEDON 966 0086 ALL DE BERCY 75574 PARIS CEDEX 12		C	325	Nonières	16100		2350	
Périmètre de protection rapprochée									
	Propriétaire : BAYLE/JOEL AIME PATRICK LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS Propriétaire : GRAND/MICHEL PASCAL LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS		C	300	Nonières	1625		1625	
	Propriétaire : PERRIER/CEGAR PAR PERRIER HENRI 26410 TRESCHENU CREYERS		C	301	Nonières	3350		3350	
			C	303	Nonières	7200		6493.5	mt

**COMMUNE de TRESCHENU CREYERS**  
**Captages LES NONIERES (Ouvrages A et E) et LE SAPET (Ouvrage B)**

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Propriétaire : BRUNJAU/CHRISTINE BETTY 55CAV LEON BLUM 38100 GRENOBLE		C	304	Nonières	3300		3301.3
	Propriétaire : ORAND/COLETTE JEANNE LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS		C	305	Nonières	3100		3100
	Propriétaire : CHAD/GUSTAVE 26410 TRESCHENU CREYERS Propriétaire : DESCHAMPS/MARIA CELINE AUX MONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS		C	306	Nonières	3120		3120
	Propriétaire : MASSE/MARGUERITE CLAUDIA MAISON DE RETRAITE 08 AV DU 8 MAI 1945 69360 SAINT-STYMPHORIEN-D OZON		C	307	Nonières	2800		2800
	Propriétaire : BRUNJAU/CHRISTINE BETTY 55C AV LEON BLUM 38100 GRENOBLE		C	308	Nonières	6150		6150
	Propriétaire : CORREARD/MADELEINE MARIE JEANNE LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS Propriétaire : ORAND/ARMAND FRANKLIN BAYARD LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS		C	309 310	Nonières	7850 1300		6024.7 1300
	Etat BUREAU DU CADASTRE TELEDOC 966 86 ALL DE BERCY 75574 PARIS CEDEX 12 GERANT MANDATAIRE GESTIONNAIRE : OFFICE NATIONAL DES FORETS 16 RUE LAPEROUSE 26000 VALENCE		C	319	Nonières	27867		13097.2

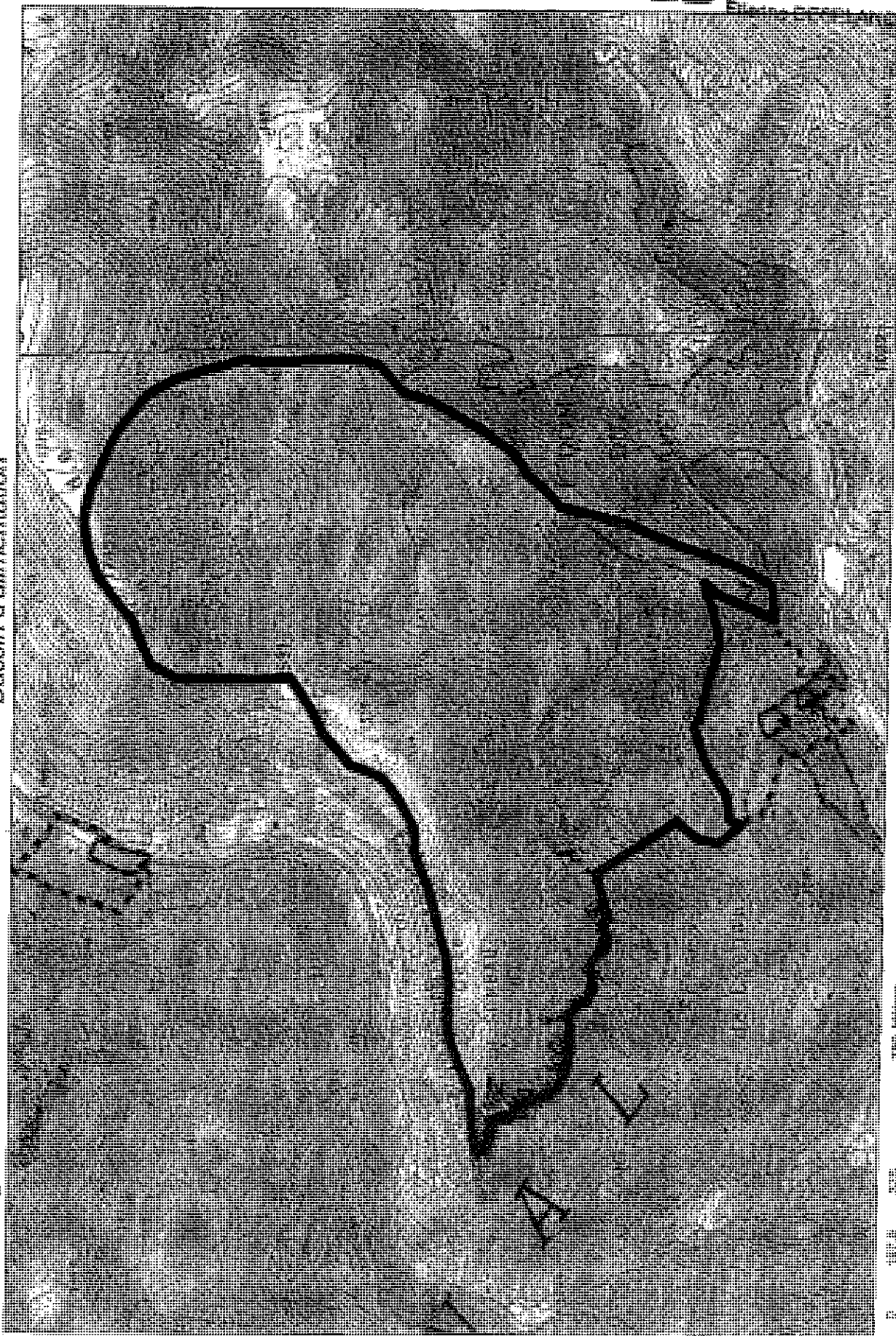
COMMUNE de TRESCHENU CREYERS Captages LES NONIERES (Ouvrages A et E) et LE SAPET (Ouvrage B)									
N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca	
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture		
	Propriétaire : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		C	322	Nonières	6150		6089,4	
	Propriétaire : L'Etat / BUREAU DU CADASTRE TELEDON 966 0086 ALL DE BERCY '75574 PARIS CEDEX 12		C	325	Nonières	16100		16100	
	Propriétaire : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		C	324	Nonières	1900		1900	
	USUELIER : GILARDI/CHRISTIANE RAYMONDE LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS NU-PROPRIETAIRE PERRIER/OLIVIER 12 RUE CHRISTIAN DEWET 75012 PARIS		C	329	Nonières	6000		6000	
	Propriétaire : BAYLE/JOEL AIME PATRICK LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS		C	330	Nonières	10450		10450	
	Propriétaire : ORAND/MICHEL PASCAL LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS		C	331	Nonières	13300		13300	
	Propriétaire : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		C	332	Nonières	1450		1450	
	Propriétaire : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		C	334	Nonières	4000		4000	
	Propriétaire : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		C	335	Nonières	11850		11850	



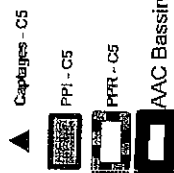
Commune de TRESCHENU CREYERS  
Sources Sapet Amont (Nonières) et Sapet Latéral  
Bassin d'alimentation

Délégation Départementale de la DROME  
Environnement et Santé

Annexe V



Echelle : 1:15 000



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 24 NOV. 2004

Le Préfet

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

AL - 13 octobre 2004







Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 24 novembre 2014

Agence Régionale de Santé  
Délégation départementale de la Drôme  
Pôle prévention et gestion des risques  
Service Environnement et Santé  
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD  
Tél. : 04.26.20.91.68  
Fax : 04.75.57.76.99  
courriel : [ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr](mailto:ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr)

Préfecture  
Direction des collectivités  
et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par :  
Lucette MANGUIN  
Tel. : 04.75.79.28.71  
Fax : 04 75 79 28.55  
Courriel du BEP : [pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr)

### ARRÊTE N°2014328-0026

Portant déclaration d'utilité publique des ouvrages de prélèvements et de dérivation des eaux,  
et de l'instauration des périmètres de protection ;

Portant déclaration du prélèvement d'eau dans le milieu naturel

Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production  
et la distribution par un réseau public ;

Concernant le captage de MENEE  
code BSS n° 08446X0008/ HY  
sis sur la commune de TRESCHENU-CREYERS

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-61,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux programmes de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à la protection sanitaires du captage de Menée du 20 septembre 2011,

Vu la délibération de la commune de Treschenu-Creyers du 17 décembre 2012, sollicitant l'instauration de la protection,

Vu l'arrêté n°2014146-0005 du 26 mai 2014 donnant délégation de signature à M. DESPLANQUES, secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

Vu les résultats de l'enquête publique et parcellaire qui s'est déroulée du 12 mai au 6 juin 2014 sur la commune de Treschenu-Creyers,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 30 juin 2014,

Vu le rapport et sur proposition de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Rhône Alpes (ARS),

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date du 11 septembre 2014,

Vu la consultation du pétitionnaire en date du 28 octobre 2014,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE I : Déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau**

#### **Article 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Treschenu-Creyers :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage de Menée, sis sur la commune de Treschenu-Creyers ;
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

Conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique, la commune de Treschenu Créyers est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté. Dans ce délai, il pourra également être demandé l'établissement d'un arrêté de cessibilité, si nécessaire.

Il sera fait application de l'article L.23-1 du code de l'expropriation en cas d'atteinte portée aux exploitations agricoles, à l'environnement ou au patrimoine culturel par des ouvrages publics.

#### **Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine**

La commune de Treschenu-Creyers est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines en vue de la consommation humaine au niveau du captage de Menée dans les conditions fixées par le présent arrêté.

#### **Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage**

Le captage de Menée, créé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a été entièrement refondu en 2010-2011. Il est localisé à 800 m au nord-est du hameau de Menée, en rive gauche du ruisseau de Combau.

Les coordonnées LAMBERT II étendues sont : X = 853 656 m ; Y = 1 974 051 m ; Z = 664 m.

La source est captée dans le cône de déjection du ravin de Coreau, à sa confluence avec le ruisseau de Combau. Le bassin versant géographique du ravin de Coreau remonte vers l'est sur 1500 m jusqu'au col du Rosier (1446 m) et le Serre de Chaumille (1615 m).

L'aquifère est installé dans les formations de pente issues des marno-calcaires peu perméables du barrémien. La faille transversale de Menée de direction NE-SW favorise probablement le drainage et le débordement à contre pendage des calcaires marneux du barrémien inférieur. Le ruisseau de Combau et sa terrasse alluviale ne participent pas à l'alimentation du captage.

Le drainage, en fonte 110 mm, est long de 11 m, il est crépine sur les 4 premiers mètres.. Il relie à faible profondeur le regard borgne en pierres sèches établi en tête de l'ancien drainage et la nouvelle chambre de réception.

La chambre de réception en béton mesure 1,5 m de côté pour 2,20 m de hauteur. Elle comporte 3 bacs : réception-décantation, mise en charge et pied sec. Elle est munie de trop-pleins et vidange en pvc en diamètre 170 mm qui débouchent dans le lit du ruisseau de Combau 50 m en aval. Elle est accessible par une cheminée de 1 m, fermée par un capot fonte.

Le départ gravitaire alimente le réservoir 50 m<sup>3</sup> du hameau de Menée. Il absorbe tout le débit d'étiage disponible, soit, 2,5 l/s en moyenne.

#### **Article 4 : Conditions de prélèvement**

La ressource est assimilée à la nappe d'accompagnement du ruisseau de Combau. Le prélèvement relève de la rubrique 1.3.1.0 de la Loi sur l'Eau, au titre de la Zone de répartition des Eaux de la rivière Drôme et de ses affluents (arrêté inter préfectoral n° 10-3371 et arrêté n° 2010-229-5).

Le débit dérivé au captage jusqu'au réservoir de Menée est de 7,5 m<sup>3</sup>/h. Il représente 1,85 % du débit d'étiage du ruisseau de Combau au droit du captage. Il entre dans le cadre de la déclaration.

Les débits d'exploitation autorisés pour l'alimentation du hameau de Menée sont :

- Volume maximum annuel : 2 000 m<sup>3</sup>/an, soit 5,5 m<sup>3</sup>/ jour en moyenne
- Volume de pointe estivale : 10 m<sup>3</sup>/jour (soit 0,4 m<sup>3</sup>/h).

Le trop plein est réalisé au réservoir. L'exploitant étudiera la faisabilité d'une limitation de l'exportation de l'eau réservoirs afin de favoriser la restitution du trop-plein au milieu naturel au plus près de la source.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence les valeurs exportées conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

#### **Article 5 : Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage de Menée sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Treschenu-Creyers.

#### **Article 6 : Périmètres de protection du captage**

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté (annexe III). Ils sont établis pour protéger les zones accessibles du bassin d'alimentation, dans l'environnement proche du captage, fragile de part les médiocres capacités de filtration des formations géologiques superficielles.

##### **Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée**

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant, l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Treschenu-Creyers et l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection.

III. La création de tout captage supplémentaire destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle instruction au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

IV. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

##### **Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate**

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joint au dossier (annexes IV et V). Il s'établit sur 1890 m<sup>2</sup> aux dépens des parcelles section F n° 184 et 185, commune de Treschenu-Creyers.

Ce périmètre couvre le système drainant. Il a pour but de protéger le captage et ses équipements contre les dégradations.

Des servitudes sont instituées sur le terrain du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Toutes activités autres celles nécessaires à l'entretien du périmètre, à l'exploitation ou au renouvellement des ouvrages y sont interdites.

#### Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée

Il est défini un périmètre de protection rapprochée tel que précisé sur le plan et à l'état parcellaire joints (annexes IV et V). Il s'établit sur une surface de 1,72 ha environ sur la commune de Treschenu-Creyers. Il couvre le vallon sur 200m à l'amont.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté.

Le plan parcellaire est tenu à jour des modifications du parcellaire et des éventuelles implantations nouvelles, ainsi que des équipements visés par l'arrêté. La mise à jour est communiquée à l'ARS tous les 5 ans.

#### Article 6.4 : Périmètre de protection éloignée

Il est défini un périmètre de protection éloignée qui couvre l'essentiel du bassin versant géographique du captage susceptible d'être affecté par l'activité humaine, axé sur le ravin adjacent de Coreau, pour 16 ha environ.

### **CHAPITRE II : Traitement, distribution de l'eau et autorisation**

#### **Article 7 : Traitement**

L'eau est acheminée gravitairement au réservoir 50 m<sup>3</sup> de Menée, rénové en 2001.

Le contrôle sanitaire démontre une faible sensibilité aux contaminations bactérienne, en raison de l'environnement naturel de la ressource et du renouvellement rapide de l'eau dans le réseau.

Un entretien rigoureux suffit à maintenir une qualité satisfaisante en distribution.

Le cas échéant, la mise en service d'une filière de traitement est soumise à autorisation préalable par le préfet de la DROME sur la base d'un avant projet conformément à l'article R.1321-6 du Code de la Santé Publique.

#### **Article 8 : Matériaux du réseau**

Le demandeur utilise des matériaux entrant au contact de l'eau conformes aux dispositions de l'article R.1321-48 du code de la santé publique, dans les installations nouvelles ou parties de réseaux faisant l'objet de rénovation.

#### **Article 9 : Contrôle sanitaire**

Le contrôle sanitaire est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique et ses arrêtés d'application.

L'ARS peut moduler les fréquences du contrôle au vu des résultats d'analyses.

#### **Article 10 : Surveillance**

Conformément à l'article R.1321-23 du code de la santé publique, le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- un programme de test et analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Ce fichier, consultable par l'ARS, présente en particulier et dans un ordre chronologique, les dates de vérification du fonctionnement des installations de production et les opérations de maintenance.

Dans le cadre de la surveillance, le demandeur veille au bon fonctionnement et à l'entretien des systèmes de production et de distribution d'eau. Il est responsable de la qualité de l'eau utilisée.

**Article 11 :**

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée et/ou distribuée, sur le captage, ses équipements ou ses périmètres de protection, est porté à la connaissance du préfet et de l'ARS. Le demandeur inspecte les ouvrages aussi souvent que de besoin.

Le demandeur transmet un compte rendu de ces opérations au Préfet et à l'ARS dans le mois suivant.

**CHAPITRE III : Dispositions diverses**

**Article 12 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte d'autorisation et de déclaration d'utilité publique veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système de production de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers doit être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

**Article 13 : Délai et durée de validité**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

**Article 14 : Accès**

L'accès au captage de Menée s'effectue à partir de la RD 120 à travers la parcelle n° 185 section F.

Une servitude de passage permettant de desservir le captage à travers cette parcelles sera instaurée par convention sur les terrains d'assiette, conformément au plan et à l'état parcellaire (annexes IV et V).

Pour être opposable aux tiers, cette convention devra être établie par un acte sous forme authentique et publiée au bureau des hypothèques.

Le propriétaire est tenu de maintenir cet accès ouvert pour les nécessités du service et du contrôle pendant toute la durée de l'exploitation du captage.

**Article 15 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de sa mise en œuvre. Sa notification est faite par le demandeur sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, sera affiché en mairie de Treschenu-Creyers pendant une durée minimum de deux mois. Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

La mise à jour des documents d'urbanisme doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée et sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

#### **Article 16 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs ou des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

#### **Article 17 : Droit de recours**

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE, 2 place de Verdun, BP 1135 Cedex 1.

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter des mesures de publicité effectuées dans le cas où la notification individuelle est postérieure.

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter de la notification individuelle dans le cas où celle-ci est antérieure à la publication.

#### **Article 18 : Mesures exécutoires**

Monsieur le Préfet de la Drôme, Madame le Sous Préfet de Die, Monsieur le Maire de la commune de Treschenu-Creyers, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Rhône Alpes, Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Treschenu-Creyers.

Fait à Valence, le 24 NOV. 2014

Le Préfet

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

#### **Liste des annexes :**

- Annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate
- Annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée
- Annexe III: réglementations instituées dans le périmètre de protection éloignée
- Annexe IV : Plan parcellaire (PPI-PPR-PPE-Accès)
- Annexe V : état parcellaire (PPI-PPR-Accès)



**Protection du captage de la source de MENEE  
Sis sur la commune de TRESCHENU CREYERS**

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le **24 NOV. 2014**

Le Préfet  
Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate** Filière DESPLANQUES

Il est créé un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes IV et V).

**Obligations :**

- Ce périmètre restera la propriété de la commune de TRESCHENU CREYERS pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages.
- La couverture herbacée est entretenue par fauchage ; Les arbres seront coupés, sans dessouchage, sur une bande de 5 m de part et d'autre du drain et de la chambre de captage. Les repousses arbustives seront détruites mécaniquement.
- un aménagement approprié (formes de pentes) écarte les eaux de ruissellement.
- Les ouvrages sont clôturés solidement (pour interdire le passage de la grosse faune) et muni d'un portail d'accès.
- Les ouvrages sont munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.

**Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée**

Il est créé un périmètre de protection rapproché (PPR) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes IV et V)

A l'intérieur de cette zone qui n'est pas à acquérir par la commune de TRESCHENU CREYERS.

**Sont interdits :**

**Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions accidentelles ou diffuses ponctuelles :**

- Les constructions et les activités nouvelles potentiellement polluantes pour les eaux souterraines, sachant qu'il n'y en pas sur ce périmètre
- Les dépôts et stockages de toute nature, même temporaires (fumiers, produits fermentescibles, engrais, radioactifs, toxiques, hydrocarbures) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'épandage de fertilisants organiques ou chimiques susceptibles d'engendrer des pollutions bactériennes ou de migrer massivement (lisiers, fumiers frais, produits fermentescibles, engrais liquides, boues de station d'épuration,...) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux, sachant que cette pratique n'est pas présente sur ce périmètre
- L'utilisation d'herbicides, ou de débroussaillants.
- l'établissement de parcs d'élevage ou de gibiers. Les point de nourrissage du gibier, y compris par des cultures in situ.
- Le camping, la pratique de sports mécaniques ou l'établissement de parcours équestre.

**Les faits et les activités susceptibles de favoriser les infiltrations rapides ou l'érosion et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines, dont :**

- le captage des eaux souterraines, sauf renouvellement ou amélioration de l'équipement public.
- L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations sur plus de 2 mètres d'épaisseur.
- Le tracé de pistes temporaires ou permanentes entaillant le profil des versants, hors aménagement structurant autorisés.
- Le défrichage des parcelles forestières sur des surfaces de plus de 1000 m<sup>2</sup>, l'établissement de places de dépôt et de traitement du bois, le dessouchage.
- La création de retenues d'eaux superficielles.

**ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUS LES FAITS SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES.**

**Sont réglementés :**

- La création de pistes forestières à vocation DFCI et gestion du massif. L'aménagement à travers le PPR d'infrastructures nécessaires à la défense de la forêt contre l'incendie et à la gestion forestière est soumis à l'accord des services de l'état chargés de la réglementation forestière. Les projets seront subordonnés à l'avis favorable de l'autorité sanitaire, qui pourra demander l'étude des impacts pour le passage de points singuliers. L'accès sera limité aux seules nécessités de protection et de gestion du massif forestier. Les pistes seront remises en état (coupures d'eau, ornières...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation.
- L'exploitation forestière : coupes à blanc limitée à des surfaces non contigües de 5 000 m<sup>2</sup> maximum, pour limiter les risques d'érosion ou de turbidité des eaux souterraines. L'évolution vers des pratiques d'exploitation forestière douces de type Futaie Jardinée est recommandée.

**Annexe III – servitudes instaurées dans le périmètre de protection éloignée**

Il est créé un périmètre de protection éloignée (PPE) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire  
 Il s'établit sur une surface de 16 ha environ, couvrant le ravin de Coreau jusqu'à la piste forestière  
 A l'intérieur de cette zone qui n'est pas à acquérir par la commune de TRESCHENU CREYERS.

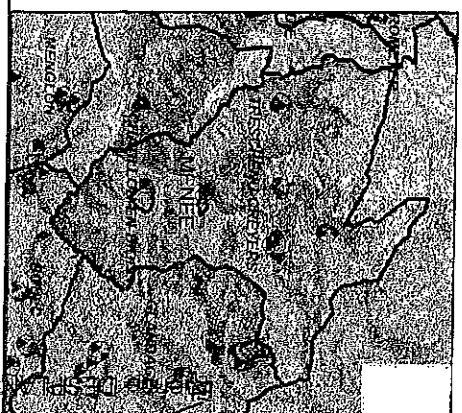
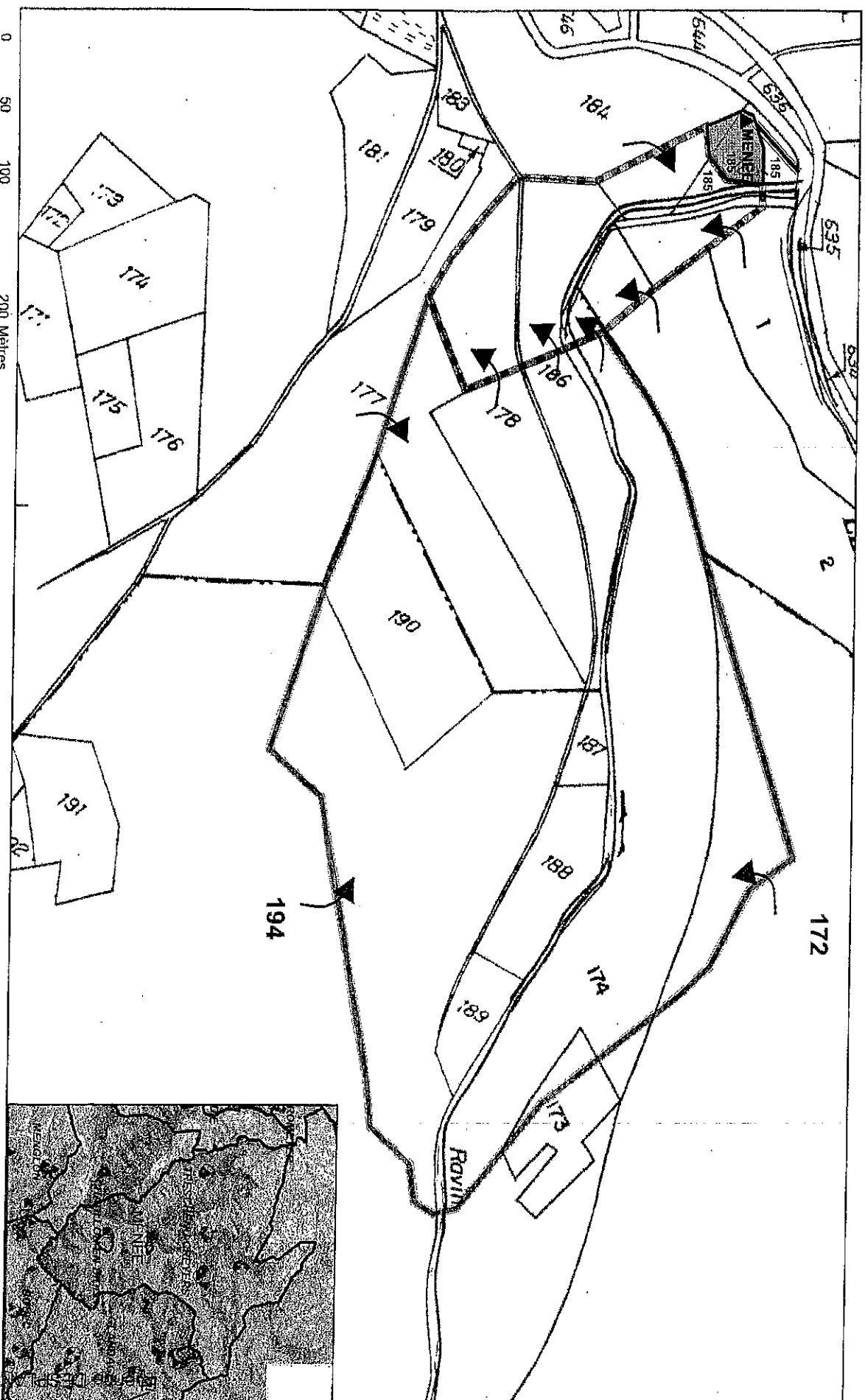
**sont réglementés :**

- l'exploitation des boisements (forêt privée et forêt communale de Treschenu Creyers). Les opérations d'exploitation seront portées à la connaissance de la commune. Les protocoles d'exploitation ne devront pas être susceptibles d'entraîner des risques d'érosion des sols, ou d'augmentation de la turbidité des eaux de ruissèlement dans le ravin de Coreau.
- La création de piste forestière hors plan d'aménagement et de gestion du massif, qui est soumise à déclaration à l'autorité sanitaire.

Commune de TRESCHENU CREYERS  
Source Menée  
Captage et protection sanitaire  
Plan cadastral

Délégation Départementale de la DROME  
Environnement et Santé

Annexe IV



- ▲ Captages - CS
- PPI - CS
- PPR - CS
- PPE - CS
- Accès

Echelle : 1:4 000

Le Préfet  
Le Préfet et par délégation  
Valence, le 24 NOV. 2014  
Arrêté du 30 juillet 2012

Annexe V

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 24 NOV. 2014Le Préfet  
Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Page 1 / 3

Etienne DESPLANQUES

COMMUNE de TRESCHENU CREYERS Captage de la source de Menée									
N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca	
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture		
	PÉRIMÈTRE de protection immédiate								
	PROPRIÉTAIRE : LAMORLETTE/JEAN CLAUDE PIERRE MENÉE 26410 TRESCHENU CREYERS PROPRIÉTAIRE : LAMORLETTE/DANIELLE MARIE-JOSE 14 RUE GAMBETTA 42000 SAINT-ETIENNE PROPRIÉTAIRE : LAMORLETTE/MICHELE JULIETTE CAMILLE 23 RUE RENE THIBAUT 94520 MANDRES LES ROSES PROPRIÉTAIRE : LAMORLETTE/GUY ANDRE 91 CHE DE RATIER 38760 SAINT-PAUL-DE-VARCES		F	185	Menée	4049		00 15 30	
	PROPRIÉTAIRE : NICOLAS/HENRIETTE MARIE THERESE 9 AV DOCTEUR CARRIER 38160 SAINT MARCELLIN		F	184	Menée	21579		00 03 60	

# COMMUNE de TRESCHENU CREYERS

## Capitage de la source de Menée

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES			INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture		
Périmètre de protection rapprochée									
	PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/JEAN CLAUDE PIERRE MENEE 26410 TRESCHENU CREYERS PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/DANIELLE MARIE-JOSE 14 RUE GAMBETTA 42000 SAINT-ETIENNE PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/MICHELE JULIETTE CAMILLE 23 RUE RENE THIBAUT 94520 MANDRES LES ROSES PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/GUY ANDRE 91 CHE DE RATIER 38760 SAINT-PAUL-DE-VARCES		F	185		4049		00 12 30	
	PROPRIETAIRE : NICOLAS/HENRIETTE MARIE THERESE 9 AV DOCTEUR CARRIER 38160 SAINT MARCELLIN		F	184		2451.9		00 33 00	
	PROPRIETAIRE : CHAIX/MICHEL RENE 18 RUE SAINTE EUPHEMIE 26400 CREST		E	1		13270 13270		00 30 70 00 30 70	
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS A LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		E	2		38335 63560		00 24 90 00 06 50	
	PROPRIETAIRE : CHAIX/MICHEL RENE 18 RUE SAINTE EUPHEMIE 26400 CREST		F	186		12550 18870		00 64 80 00 65 20	

# **COMMUNE de TRESCHENU CREYERS** **Captage de la source de Menée**

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	
Servitudes de passage								
	PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/JEAN CLAUDE PIERRE MENEÉ <b>26410 TRESCHENU CREYERS</b> PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/DANIELLE MARIE-JOSE 14 RUE GAMBETTA <b>42000 SAINT-ETIENNE</b> PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/MICHELE JULIETTE CAMILLE 23 RUE RENE THIBAUT <b>94520 MANDRES LES ROSES</b> PROPRIETAIRE : LAMORLETTE/GUY ANDRE		F	185	Menée	4049		00 02 10



PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 24 novembre 2014

Agence Régionale de Santé  
Délégation départementale de la Drôme  
Pôle prévention et gestion des risques  
Service Environnement et Santé  
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD  
Tél. : 04.26.20.91.68  
Fax : 04.75.57.76.99  
courriel : [ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr](mailto:ars-dt26-environnement-sante@ars.sante.fr)

Préfecture  
Direction des collectivités  
et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par :  
Lucette MANGUIN  
Tel. : 04.75.79.28.71  
Fax : 04 75 79 28.55  
Courriel du BEP : [pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr)

**ARRÊTE N°2014328-0024**

Portant déclaration d'utilité publique des ouvrages de prélèvements et de dérivation des eaux,  
et de l'instauration des périmètres de protection ;

Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production  
et la distribution par un réseau public ;

Concernant le captage de BENEVISE 2  
code BSS n° 08442X0003 / HY  
sis sur la commune de TRESCHENU-CREYERS

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-61,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique,



Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux programmes de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à la protection sanitaire du captage de Benevise 2 du 20 septembre 2011,

Vu la délibération de la commune de Treschenu-Creyers du 25 mai 2012, sollicitant l'instauration de la protection,

Vu l'arrêté n°2014146-0005 du 26 mai 2014 donnant délégation de signature à M. DESPLANQUES, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu les résultats de l'enquête publique et parcellaire qui s'est déroulée du 12 mai au 6 juin 2014 sur la commune de Treschenu-Creyers,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 30 juin 2014,

Vu le rapport et sur proposition de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Rhône Alpes (ARS),

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date du 11 septembre 2014,

Vu la consultation du pétitionnaire en date du 28 octobre 2014,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE I : Déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau**

#### **Article 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Treschenu-Creyers :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage de Benevise 2, sis sur la commune de Treschenu-Creyers ;
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

Il sera fait application de l'article L.23-1 du code de l'expropriation en cas d'atteinte portée aux exploitations agricoles, à l'environnement ou au patrimoine culturel par des ouvrages publics.

Conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique, la commune de Treschenu-Creyers est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté. Dans ce délai, il pourra également être demandé l'établissement d'un arrêté de cessibilité, si nécessaire.

#### **Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine**

La commune de Treschenu-Creyers est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines en vue de la consommation humaine au niveau du captage de Benevise 2 dans les conditions fixées par le présent arrêté.

#### **Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage**

Le captage de Benevise 2, créé en 1887 et complété en 1938, est localisé dans le versant ouest du vallon de Combau, à 1,6 km du village de Benevise par la RD 115.

Les coordonnées LAMBERT II étendues sont : X = 853 688 m ; Y = 1 978 426 m ; Z = 1130 m.

La source se situe sous la falaise Urgonienne (calcaires bioclastiques) qui limite à l'est la retombée orientale du plateau de Glandasse (Serre de la Grande Pigne – 1659 m). Elle émerge à mi-pente, au lieu dit le Saut du Loup, juste au dessus de la RD 115, à la base de l'éboulis vif à gros bloc qui tapisse le versant, au contact du plancher marneux du barrémien inférieur.

L'aquifère, évalué à 6 km<sup>2</sup>, est nourri par le plateau calcaire et les éboulis.

Le drainage est constitué par une galerie (touièvre) en patte d'oie, bâtie en blocs, enfoncé de quelques mètres dans l'éboulis. La galerie débouche dans une chambre maçonnée, construite en deux étapes : bassin de réception ancien voûté (1887), bassin de départ (1938), qui reçoit le bassin ancien et l'arrivée de La Gaffe. L'ouvrage est fermé par un portillon frontal. Il comporte un trop-plein vidange qui débouche dans l'éboulis en contre bas de la route.

Le départ gravitaire alimente le réservoir 75 m<sup>3</sup> du village de Benevise, pour un débit maximum de 12 m<sup>3</sup>/h.

#### **Article 4 : Conditions de prélèvement**

Le captage appartient au bassin versant de la Drôme. Le prélèvement est effectué sur un fil d'eau souterraine, qui ne donne pas naissance à un cours d'eau et qui n'est pas assimilable à une nappe d'accompagnement. Il n'entre pas dans le champ de la Zone de répartition des Eaux de la Rivière Drôme. Il relève de la rubrique 1.1.2.0 "Eaux souterraines" de la Loi sur l'Eau.

Le débit maximum dérivé jusqu'au réservoir de Benevise sur le mélange Les Gaffes- Benevise 2 est de 12 m<sup>3</sup>/h. Le prélèvement est effectué prioritairement sur le captage des Gaffes (soumis à déclaration – rubrique 1.3.1.0). Le prélèvement sur Benevise 2 vient en complément en situation d'étiage, ou en substitution en cas de dysfonctionnement de l'adduction des Gaffes.

Le trop plein du mélange non absorbé par la conduite d'adduction est restitué à l'éboulis au droit de Benevise 2. La part de Benevise 2 est estimée inférieure au seuil de déclaration de la rubrique 1.1.2.0.

Compte tenu des besoins exprimés, les débits d'exploitation autorisés pour l'alimentation du réseau à partir du réservoir de Benevise sont :

- Volume maximum annuel : 2800 m<sup>3</sup>/an, soit 8 m<sup>3</sup>/jour en moyenne
- Volume de pointe estivale : 24 m<sup>3</sup>/jour (soit 1 m<sup>3</sup>/h, correspondant à moins de 10% du débit d'étiage cumulé des sources).

Les trop-pleins sont restitués au milieu naturel au droit du captage des Gaffes, au droit du captage de Bénévisse 2 et au droit du réservoir de Bénévisse. L'exploitant étudiera la faisabilité d'une limitation de l'exportation de l'eau afin de favoriser sa restitution au milieu naturel au plus près des sources, sachant que le renouvellement rapide de l'eau au réservoir participe au maintien d'une bonne qualité bactériologique de l'eau dans le réseau de distribution

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence les valeurs exportées conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département

#### **Article 5 : Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage de Bénévisse 2 sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Treschenu-Creyers.

#### **Article 6 : Périmètres de protection du captage**

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté (annexe III). Ils sont établis pour protéger le versant, vulnérable en raison des médiocres capacités de filtration des formations géologiques.

##### **Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée**

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant, l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Treschenu-Creyers et l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection.

III. La création de tout captage supplémentaire destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle instruction au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

IV. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

##### **Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate**

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joint au dossier (annexes III et IV). Il s'établit sur 1800 m<sup>2</sup> aux dépens de la parcelle section B n° 72, commune de Treschenu-Creyers.

Ce périmètre couvre le système drainant. Il a pour but de protéger le captage et ses équipements contre les dégradations physiques.

Des servitudes sont instituées sur le terrain du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Toutes activités autres celles nécessaires à l'entretien du périmètre, à l'exploitation ou au renouvellement des ouvrages y sont interdites.

### Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée

Il est défini un périmètre de protection rapprochée tel que précisé sur le plan et à l'état parcellaire joints (annexes III et IV). Il s'établit sur une surface de 5,7 ha environ sur la commune de Treschenu-Creyers sur le versant d'éboulis jusqu'au pied de falaise.

Les terrains sont propriété de la commune de Treschenu Creyers

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté.

Le plan parcellaire est tenu à jour des modifications du parcellaire et des éventuelles implantations nouvelles, ainsi que des équipements visés par l'arrêté. La mise à jour est communiquée à l'ARS tous les 5 ans.

### Article 6.4 : Périmètre de protection éloignée

Sans objet : le PPR couvre l'essentiel du versant en pente forte sous la falaise.

## **CHAPITRE II : Traitement, distribution de l'eau et autorisation**

### **Article 7 : Traitement**

L'eau est acheminée gravitairement au réservoir 75 m<sup>3</sup> hameau de Bénévise, en mélange avec la source des Gaffes.

Le contrôle sanitaire démontre une faible sensibilité aux contaminations bactérienne, en raison de l'environnement naturel de la ressource et du renouvellement rapide de l'eau dans le réseau.

Un entretien rigoureux suffit à maintenir une qualité satisfaisante en distribution.

Le cas échéant, la mise en service de la filière de traitement est soumise à autorisation préalable par le préfet de la DROME sur la base d'un avant projet conformément à l'article R.1321-6 du Code de la Santé Publique.

### **Article 8 : Matériaux du réseau**

Le demandeur utilise des matériaux entrant au contact de l'eau conformes aux dispositions de l'article R.1321-48 du code de la santé publique, dans les installations nouvelles ou parties de réseaux faisant l'objet de rénovation.

### **Article 9 : Contrôle sanitaire**

Le contrôle sanitaire est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique et ses arrêtés d'application.

L'ARS peut moduler les fréquences du contrôle au vu des résultats d'analyses.

### **Article 10 : Surveillance**

Conformément à l'article R.1321-23 du code de la santé publique, le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- un programme de test et analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Ce fichier, consultable par l'ARS, présente en particulier et dans un ordre chronologique, les dates de vérification du fonctionnement des installations de production et les opérations de maintenance.

Dans le cadre de la surveillance, le demandeur veille au bon fonctionnement et à l'entretien des systèmes de production et de distribution d'eau. Il est responsable de la qualité de l'eau utilisée.

**Article 11 :**

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée et/ou distribuée, sur le captage, ses équipements ou ses périmètres de protection, est porté à la connaissance du préfet et de l'ARS. Le demandeur inspecte les ouvrages aussi souvent que de besoin.

Le demandeur transmet un compte rendu de ces opérations au Préfet et à l'ARS dans le mois suivant.

**CHAPITRE III : Dispositions diverses**

**Article 12 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte d'autorisation et de déclaration d'utilité publique veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système de production de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers doit être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

**Article 13 : Délai et durée de validité**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

**Article 14 : Accès**

L'accès au captage de Benevise 2 s'effectue de plein pied à partir de la RD 115. Il n'y a pas lieu d'établir une servitude d'accès.

**Article 15 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de sa mise en œuvre. Sa notification est faite par le demandeur sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, sera affiché en mairie de Treschenu-Creyers pendant une durée minimum de deux mois. Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

La mise à jour des documents d'urbanisme doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée et sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

**Article 16 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs ou des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

**Article 17 : Droit de recours**

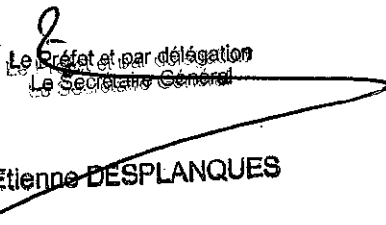
Au titre de code de la santé publique et du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun, BP 1135, 38022 GRENOBLE Cedex 1 ) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 18 : Mesures exécutoires**

Monsieur le Préfet de la Drôme, Madame le Sous Préfet de Die, Monsieur le Maire de la commune de Treschenu-Creyers, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Rhône Alpes, Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Treschenu-Creyers.

Fait à Valence, le 24 NOV. 2014

Le Préfet

  
Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

**Liste des annexes :**

- Annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate ;
- Annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée ;
- Annexe III: plan parcellaire (PPI-PPR)
- Annexe IV : état parcellaire (PPI-PPR).

**Protection du captage de la source de BENEVISE 2  
Sis sur la commune de TRESCHENU CREYERS**

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le **24 NOV. 2014**

**Le Préfet**  
Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate**

Etienne DESPLANQUES

Il est créé un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexe III et IV).

**Obligations :**

- Ce périmètre restera la propriété de la commune de TRESCHENU CREYERS pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages.
- Compte tenu de la nature du terrain d'éboulis vif grossier et pentu, susceptible d'être parcouru par des chutes de blocs et des avalanches, les ouvrages ne seront pas clôturés.
- L'entretien du PPI sera limité au dégagement de l'ouvrage en cas de coulée de pierre ou de boue, et à la réparation des dégâts sur la maçonnerie ou sur la zone de drainage. Le cas échéant, la végétation ligneuse ou la broussaille qui s'implanterait dans un rayon de 5 mètre autour du captage serait détruite mécaniquement. L'usage de débroussaillant est formellement interdit.
- Les ouvrages sont munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.

**Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée**

Il est créé un périmètre de protection rapproché (PPR) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes III et IV)

A l'intérieur de cette zone.

**Sont interdits :**

**Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions accidentelles ou diffuses ponctuelles :**

Compte tenu de la nature du versant en forte pente, largement occupée par des éboulis vifs de gros blocs, l'enjeu de la protection est limité à la conservation de l'équilibre fragile du versant.

- Toutes les activités potentiellement polluantes (construction, culture, dépôts et stockages ...), sachant qu'il n'y en a pas sur ce périmètre
- Le pâturage, l'établissement de parcs à gibiers.
- L'utilisation d'herbicides, ou de débroussaillants.

**Les faits et les activités susceptibles de favoriser les infiltrations rapides ou l'érosion, et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines ou de déstabiliser le versant dont :**

- le captage des eaux souterraines, sauf renouvellement ou amélioration de l'équipement public.
- L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations ;
- Le tracé de pistes temporaires ou permanentes entaillant le profil des versants, hors aménagement structurant autorisés.
- Le défrichage des parcelles forestières, l'établissement de places de dépôt et de traitement du bois.

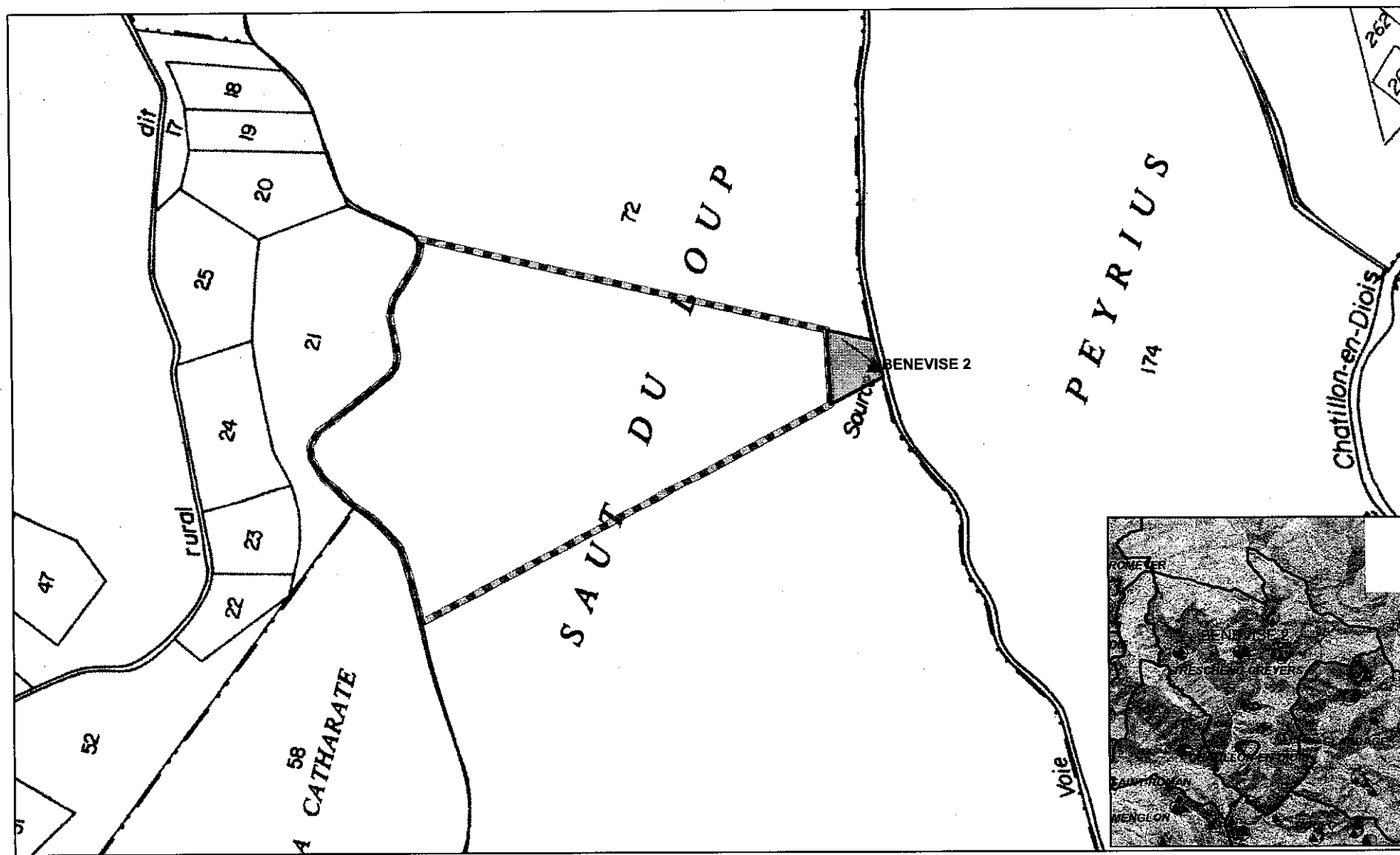
**ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUS LES FAITS SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES.**

**Sont réglementés :**

- La création de pistes forestières à vocation DFCI et gestion du massif. L'aménagement à travers le PPR d'infrastructures nécessaires à la défense de la forêt contre l'incendie et à la gestion forestière est soumis à l'accord des services de l'état chargés de la réglementation forestière. Les projets seront subordonnés à l'avis favorable de l'autorité sanitaire, qui pourra demander l'étude des impacts pour le passage de points singuliers. L'accès sera limité aux seules nécessités de protection et de gestion du massif forestier. Les pistes seront remises en état (coupures d'eau, ornières...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation.
- L'exploitation des boisements est soumise à l'avis préalable des services forestiers. La stabilité du versant devra être garantie par les méthodes d'exploitation et les protocoles proposés



Commune de TRESCHENU CREYERS  
Source Benevise 2  
Captage et protection sanitaire  
Plan cadastral



0 50 100 200 Mètres

Echelle : 1:4 000

AL - 30 juillet 2014

Valence, le 24 NOV. 2014  
Le Préfet, délégué  
Le Secrétaire Général

# **COMMUNE de TRESCHENU CREYERS** **Captage de la source de Benevise 2**

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	
Périmètre de protection immédiate								
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS A LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	72	Benevise	641575		00 18 00
Périmètre de protection rapprochée								
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS A LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	72	Benevise	641575	Etienne DESPLANQUES  Le Préfet par délégation Le Secrétaire Général	06 30 00  Le Préfet 24 NOV. 2016 Valence, le 24 NOV. 2016

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 24 novembre 2014

Agence Régionale de Santé  
Délégation départementale de la Drôme  
Pôle prévention et gestion des risques  
Service Environnement et Santé  
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD  
Tél. : 04.26.20.91.68  
Fax : 04.75.57.76.99  
courriel : [ars-dr26-environnement-sante@ars.sante.fr](mailto:ars-dr26-environnement-sante@ars.sante.fr)

Préfecture  
Direction des collectivités  
et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par :  
Lucette MANGUIN  
Tél. : 04.75.79.28.71  
Fax : 04 75 79 28.55  
Courriel du BEP : [pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr)

**ARRÊTE N°2014328-0023**

Portant déclaration d'utilité publique des ouvrages de prélèvements et de dérivation des eaux,  
et de l'instauration des périmètres de protection ;

Portant déclaration du prélèvement d'eau dans le milieu naturel

Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production  
et la distribution par un réseau public ;

Concernant le captage de Les GAFFES – alias Benevisse 1  
code BSS n° 08442X0004 / HY  
sis sur la commune de TRESCHENU-CREYERS

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-61,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux programmes de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à la protection sanitaire du captage des Gaffes du 15 septembre 2011,

Vu la délibération de la commune de Treschenu-Creyers du 25 mai 2012, sollicitant l'instauration de la protection,

Vu l'arrêté n°2014146-0005 du 26 mai 2014 donnant délégation de signature à M. DESPLANQUES, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu les résultats de l'enquête publique et parcellaire qui s'est déroulée du 12 mai au 6 juin 2014 sur la commune de Treschenu-Creyers,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 30 juin 2014,

Vu le rapport et sur proposition de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Rhône Alpes (ARS),

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date du 11 septembre 2014,

Vu la consultation du pétitionnaire en date du 24 octobre 2014,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE I : Déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau**

#### **Article 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Treschenu-Creyers :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage des Gaffes, sis sur la commune de Treschenu-Creyers ;
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau..

Conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique, la commune de Treschenu Creyers est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté. Dans ce délai, il pourra également être demandé l'établissement d'un arrêté de cessibilité, si nécessaire.

Il sera fait application de l'article L.23-1 du code de l'expropriation en cas d'atteinte portée aux exploitations agricoles, à l'environnement ou au patrimoine culturel par des ouvrages publics.

## **Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine**

La commune de Treschenu-Creyers est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines en vue de la consommation humaine au niveau du captage des Gaffes dans les conditions fixées par le présent arrêté.

## **Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage**

Le captage des Gaffes, créé en 1972 est localisé, en rive droite du ruisseau de Combau, en bordure de la RD 115, à 4,5 km du village de Benevise.

Les coordonnées LAMBERT II étendues sont : X = 855 161 m ; Y = 1 978 426 m ; Z = 1 345 m.

Le bassin versant géographique de la ressource captée s'étend sur le versant ouest du vallon de Combau, sur 9 km<sup>2</sup> environ. Il culmine sur le haut plateau de Glandasse vers 1900 m d'altitude (Sommet de la Montagnette, Croix du Lautaret, Jardin du Roi et Rancou) qui constitue la zone d'alimentation. Les marno-calcaire, puis les marnes du barrémien inférieur forment le substratum de l'aquifère calcaire. Les eaux sont drainées par le ruisseau du Combau à travers les formations d'éboulis de pente qui tapissent le vallon largement ouvert dans les formations marneuses.

Le ruisseau de Combau et sa nappe d'accompagnement ne participent pas à l'alimentation du captage.

Le drainage subhorizontal, en fonte 200 mm, est long de plus de 100 m. Il est captant sur tout sa longueur, mais la majeure partie de la ressource provient de la tête du drain, un peu au delà des 100 m reconnus par l'exploration caméra (janvier 2011).

Il alimente une chambre béton cubique de 1,9 m de côté. Elle comporte 3 bacs : réception décantation, mise en charge et pied sec. Elle est munie de trop-pleins et vidange en pvc en diamètre 110 mm qui débouchent sans chute dans le lit du ruisseau de Combau à peu de distance. Elle est accessible par une cheminée fermée par un capot fonte.

Le départ gravitaire en PVC 110 mm rejoint le captage Benevise 2 et alimente le réservoir 70 m<sup>3</sup> du hameau de Benevise. Il absorbe tout le débit d'étiage disponible, estimé à 10m<sup>3</sup>/h.

## **Article 4 : Conditions de prélèvement**

La ressource des Gaffes est assimilée à la nappe d'accompagnement du ruisseau de Combau. Le prélèvement relève de la rubrique 1.3.1.0 de la Loi sur l'Eau, au titre de la Zone de répartition des Eaux de la rivière Drôme et de ses affluents (arrêté interpréfectoral n°10-3371 et arrêté n°2010-229-5). L'alluvionnement grossier dans le ruisseau exige un dégrèvement périodique pour la protection de la route. A l'étiage, le ruisseau se perd dans ses alluvions et présente un caractère d'écoulement temporaire.

Le débit total dérivé au captage jusqu'au réservoir de Benevise sur le mélange Les Gaffes- Benevise 2 est de 12 m<sup>3</sup>/h. Le débit d'étiage dérivé au niveau de la source des Gaffes peut atteindre 7,2 m<sup>3</sup>/h. Le prélèvement entre dans le cadre de la déclaration.

Les débits d'exploitation autorisés sur l'ensemble des captages Les Gaffes et Benevise 2 sont :

- Volume maximum annuel : 2800 m<sup>3</sup>/an, soit 8 m<sup>3</sup>/ jour en moyenne
- Volume de pointe estivale : 24 m<sup>3</sup>/jour (soit 1 m<sup>3</sup>/h, correspondant à moins de 10% du débit d'étiage cumulé des sources).

Les trop-pleins sont restitués au milieu naturel au droit du captage des Gaffes, au droit du captage de Benevise 2 et au droit du réservoir de Benevise. L'exploitant étudiera la faisabilité d'une limitation de l'exportation de l'eau afin de favoriser sa restitution au milieu naturel au plus près des sources, sachant que le renouvellement rapide de l'eau au réservoir participe au maintien d'une bonne qualité bactériologique de l'eau dans le réseau de distribution

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence les valeurs exportées conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

#### **Article 5 : Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage des Gaffes sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Treschenu-Creyers.

#### **Article 6 : Périmètres de protection du captage**

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté (annexe III). Ils sont établis pour protéger les zones accessibles du bassin d'alimentation, dans l'environnement proche du captage, fragile de part les médiocres capacités de filtration des formations géologiques.

##### **Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée**

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant, l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Treschenu-Creyers et l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection.

III. La création de tout captage supplémentaire destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle instruction au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

IV. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

##### **Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate**

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joint au dossier (annexes III et IV). Il s'établit sur 8510 m<sup>2</sup> aux dépens des parcelles section B n° 126, 125, 124 et 121, commune de Treschenu-Creyers.

Ce périmètre couvre le système drainant, qui est très étendu (plus de 100 m). Il a pour but de protéger le captage et ses équipements contre les dégradations physiques.

Des servitudes sont instituées sur le terrain du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Toutes activités autres celles nécessaires à l'entretien du périmètre, à l'exploitation ou au renouvellement des ouvrages y sont interdites.

#### Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée

Il est défini un périmètre de protection rapprochée tel que précisé sur le plan et à l'état parcellaire joints (annexes III et IV). Il s'établit sur une surface de 4,8 ha environ sur la commune de Treschenu-Creyers, sur le versant et l'amont du drain.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté.

Le plan parcellaire est tenu à jour des modifications du parcellaire et des éventuelles implantations nouvelles, ainsi que des équipements visés par l'arrêté. La mise à jour est communiquée à l'ARS tous les 5 ans.

#### Article 6.4 : Périmètre de protection éloignée

Sans objet : le PPR couvre l'essentiel des zones susceptibles d'être affectées par l'activité humaine.

### **CHAPITRE II : Traitement, distribution de l'eau et autorisation**

#### **Article 7 : Traitement**

L'eau est acheminée gravitairement au réservoir 75 m<sup>3</sup> hameau de Bénevisse, en mélange avec la source Bénevisse 2.

Le contrôle sanitaire démontre une faible sensibilité aux contaminations bactérienne, en raison de l'environnement naturel de la ressource et du renouvellement rapide de l'eau dans le réseau.

Un entretien rigoureux suffit à maintenir une qualité satisfaisante en distribution.

Le cas échéant, la mise en service de la filière de traitement est soumise à autorisation préalable par le préfet de la DROME sur la base d'un avant projet conformément à l'article R.1321-6 du Code de la Santé Publique.

#### **Article 8 : Matériaux du réseau**

Le demandeur utilise des matériaux entrant au contact de l'eau conformes aux dispositions de l'article R.1321-48 du code de la santé publique, dans les installations nouvelles ou parties de réseaux faisant l'objet de rénovation.

#### **Article 9 : Contrôle sanitaire**

Le contrôle sanitaire est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique et ses arrêtés d'application.

L'ARS peut moduler les fréquences du contrôle au vu des résultats d'analyses.

#### **Article 10 : Surveillance**

Conformément à l'article R.1321-23 du code de la santé publique, le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- un programme de test et analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Ce fichier, consultable par l'ARS, présente en particulier et dans un ordre chronologique, les dates de vérification du fonctionnement des installations de production et les opérations de maintenance.

Dans le cadre de la surveillance, le demandeur veille au bon fonctionnement et à l'entretien des systèmes de production et de distribution d'eau. Il est responsable de la qualité de l'eau utilisée.

#### **Article 11 :**

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée et/ou distribuée, sur le captage, ses équipements ou ses périmètres de protection, est porté à la connaissance du préfet et de l'ARS. Le demandeur inspecte les ouvrages aussi souvent que de besoin.

Le demandeur transmet un compte rendu de ces opérations au Préfet et à l'ARS dans le mois suivant.

### **CHAPITRE III : Dispositions diverses**

#### **Article 12 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte d'autorisation et de déclaration d'utilité publique veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système de production de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers doit être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

#### **Article 13 : Délai et durée de validité**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **Article 14 : Accès**

L'accès au captage des Gaffes s'effectue à directement à partir de la RD 115. Il n'y a pas lieu d'établir une servitude d'accès.

#### **Article 15 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de sa mise en œuvre. Sa notification est faite par le demandeur sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, sera affiché en mairie de Treschenu-Creyers pendant une durée minimum de deux mois. Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

La mise à jour des documents d'urbanisme doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté.



Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée et sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

#### **Article 16 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs ou des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

#### **Article 17 : Droit de recours**

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE, 2 place de Verdun, BP 1135 Cedex 1.

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter des mesures de publicité effectuées dans le cas où la notification individuelle est postérieure.

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter de la notification individuelle dans le cas où celle-ci est antérieure à la publication.

#### **Article 18 : Mesures exécutoires**

Monsieur le Préfet de la Drôme, Madame le Sous Préfet de Die, Monsieur le Maire de la commune de Treschenu-Creyers, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Rhône Alpes, Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Treschenu-Creyers.

Fait à Valence, le 24 NOV. 2014  
Le Préfet

2  
Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

#### **Liste des annexes :**

- Annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate ;
- Annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée ;
- Annexe III: plan parcellaire (PPI-PPR)
- Annexe IV : état parcellaire (PPI-PPR).

**Protection du captage de la source des Gaffes (alias Benevise 1)  
Sis sur la commune de TRESCHENU CREYERS**

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour

Valence, le 24 NOV. 2014

(Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général)

Etienne DESPLANQUES

**Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate**

Il est créé un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes III et IV)

**Obligations :**

- Ce périmètre restera la propriété de la commune de TRESCHENU CREYERS pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages.
- La couverture herbacée est entretenue par fauchage ; Les arbres seront coupés, sans dessouchage, sur une bande de 5 m de part et d'autre du drain et de la chambre de captage et les repousses arbustives seront détruites mécaniquement.
- Les ouvrages sont clôturés solidement (pour interdire le passage de la grosse faune) et muni d'un portail d'accès. La clôture sera disposée de façon à ne pas gêner les opérations de déneigement.
- Les ouvrages sont munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.
- Le trop-plein est prolongé pour ne plus être immergé dans le ruisseau de Combau
- L'utilisation de désherbants ou de débroussaillants dans l'emprise du PPI ou pour l'entretien des clôtures est interdit.

**Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée**

Il est créé un périmètre de protection rapproché (PPR) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes III et IV)

A l'intérieur de cette zone qui n'est pas à acquérir par la commune de TRESCHENU CREYERS.

**Sont interdits :**

**Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions accidentelles ou diffuses ponctuelles :**

- Les constructions et les activités nouvelles potentiellement polluantes pour les eaux souterraines, sachant qu'il n'y en pas sur cette emprise.
- Les dépôts et stockages de toute nature, même temporaires (fumiers, produits fermentescibles, engrais, produits radioactifs ou toxiques, hydrocarbures) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'épandage de fertilisants organiques ou chimiques susceptibles d'engendrer des pollutions bactériennes ou de migrer massivement (lisiers, fumiers frais, produits fermentescibles, engrais liquides, boues de station d'épuration,...) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'utilisation d'herbicides, ou de débroussaillants.
- l'établissement de parcs d'élevage ou de gibiers.
- Le camping, la pratique de sports mécaniques ou l'établissement de parcours équestre.

**Les faits et les activités susceptibles de favoriser les infiltrations rapides ou l'érosion et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines, dont :**

- le captage des eaux souterraines, sauf renouvellement ou amélioration de l'équipement public.
- L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations sur plus de 1 mètres d'épaisseur.
- Le tracé de pistes temporaires ou permanentes entaillant le profil des versants, hors aménagement structurant autorisés.
- Le défrichage des parcelles forestières sur des surfaces de plus de 1000 m<sup>2</sup>, l'établissement de places de dépôt et de traitement du bois, le dessouchage et le soussolage à plus de 1 m de profondeur.
- La création de retenues d'eaux superficielles.

**ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUS LES FAITS SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES.**

**Sont réglementés :**

- La création de pistes forestières à vocation DFCI et gestion du massif. L'aménagement à travers le PPR d'infrastructures nécessaires à la défense de la forêt contre l'incendie et à la gestion forestière est soumis à l'accord des services de l'état chargés de la réglementation forestière. Les projets seront subordonnés à l'avis favorable de l'autorité sanitaire, qui pourra demander l'étude des impacts pour le passage de points singuliers. L'accès sera limité aux seules nécessités de protection et de gestion du massif forestier. Les pistes seront remises en état (coupures d'eau, ornières...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation.
- L'exploitation forestière : coupes à blanc limitée à des surfaces non contigües de 5 000 m<sup>2</sup> maximum, pour limiter les risques d'érosion ou de turbidité des eaux souterraines. L'évolution vers des pratiques d'exploitation forestière de type futaie jardinée est recommandée.
- Le pâturage extensif est autorisé, sans création de point de fixation des troupeaux (point d'abreuvement et de nourrissage) ni dégradation du couvert herbacé ou d'amorce d'érosion (piétinement excessif).
- L'exploitation des prairies de fauche et des terres labourables, qui pourront recevoir des fumures raisonnées, non susceptibles d'induire des pollutions bactériennes.



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 24 NOV. 2014

Le Préfet

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

COMMUNE de TRESCHENU CREYERS  
Captage de la source de Benevise 1

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca	
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture		
	Périmètre de protection immédiate								
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS A LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	126	Benevise	10410		00 10 35	
	PROPRIETAIRE : ORAND/PASCAL CLAUDE JEAN-LOUIS BENEVISE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	125	Benevise	3930		totalité	
	PROPRIETAIRE : LEAUTIER/MICHELE MARTHE 05 CHE DES JAUX 38700 CORENC		B	121	Benevise	10380		00 15 80	
			B	124	Benevise	3120		00 19 65	
	Périmètre de protection rapprochée								
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE PERCY A LA MAIRIE 38930 PERCY		B	81	Benevise	613320		00 15 40	
	PROPRIETAIRE : ORAND/PASCAL CLAUDE JEAN-LOUIS BENEVISE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	98	Benevise	560490		00 05 60	
			B	113	Benevise	6390		00 31	
			B	117	Benevise	3750		totalité	
			B	121	Benevise	10380		totalité	
			B	123	Benevise	2360		totalité	

Entre DESPLANQUES

Benevise DESBLANQUES

# **COMMUNE de TRESCHENU CREYERS** **Captage de la source de Benevise 1**

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES						SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture		
Périmètre de protection rapprochée									
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS A LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	114	Benevise	5160		00 27 70	
			B	118	Benevise	2490		totalité	
			B	122	Benevise	2840		totalité	
			B	126	Benevise	10410		00 03 20	
	PROPRIETAIRE : MARLIN/RAYMOND MARIE GASTON 01 IMP COLBERT 26500 BOURG LES VALENCE PROPRIETAIRE : MARLIN/GERARD MARIE GEORGES LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS PROPRIETAIRE : MARLIN/AURELIE MARIE ALINE 12 RUE JOSEPH PEALA 26600 TAIN L HERMITAGE		B	119	Benevise	7505		totalité	
			B	120	Benevise	1755		totalité	
	PROPRIETAIRE : LEAUTIER/MICHELE MARTHE 05 CHE DES JAUX 38700 CORENC		B	124	Benevise	3120		00 12 75	

PRÉFET DE LA DRÔME

Valence, le 24 novembre 2014

Agence Régionale de Santé  
Délégation départementale de la Drôme  
Pôle prévention et gestion des risques  
Service Environnement et Santé  
Affaire suivie par : Michel ESMENJAUD  
Tél. : 04.26.20.91.68  
Fax : 04.75.57.76.99  
courriel : [ars-dr26-environnement-sante@ars.sante.fr](mailto:ars-dr26-environnement-sante@ars.sante.fr)

Préfecture  
Direction des collectivités  
et de l'utilité publique  
Bureau des enquêtes publiques  
Affaire suivie par :  
Lucette MANGUIN  
Tél. : 04.75.79.28.71  
Fax : 04 75 79 28.55  
Courriel du BEP : [pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@drome.gouv.fr)

**ARRÊTE N°2014328-0023**

Portant déclaration d'utilité publique des ouvrages de prélèvements et de dérivation des eaux,  
et de l'instauration des périmètres de protection ;

Portant déclaration du prélèvement d'eau dans le milieu naturel

Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production  
et la distribution par un réseau public ;

Concernant le captage de Les GAFFES – alias Benevise 1  
code BSS n° 08442X0004 / HY  
sis sur la commune de TRESCHENU-CREYERS

Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-61,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux programmes de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, R.1321-15 et R.1321-16 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à la protection sanitaire du captage des Gaffes du 15 septembre 2011,

Vu la délibération de la commune de Treschenu-Creyers du 25 mai 2012, sollicitant l'instauration de la protection,

Vu l'arrêté n°2014146-0005 du 26 mai 2014 donnant délégation de signature à M. DESPLANQUES, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu les résultats de l'enquête publique et parcellaire qui s'est déroulée du 12 mai au 6 juin 2014 sur la commune de Treschenu-Creyers,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 30 juin 2014,

Vu le rapport et sur proposition de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Rhône Alpes (ARS),

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme en date du 11 septembre 2014,

Vu la consultation du pétitionnaire en date du 24 octobre 2014,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers, énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE I : Déclaration d'utilité publique et prélèvement de l'eau**

#### **Article 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Treschenu-Creyers :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du captage des Gaffes, sis sur la commune de Treschenu-Creyers ;
- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau..



Conformément à l'article L1321-2 du code de la santé publique, la commune de Treschenu Creyers est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté. Dans ce délai, il pourra également être demandé l'établissement d'un arrêté de cessibilité, si nécessaire.

Il sera fait application de l'article L.23-1 du code de l'expropriation en cas d'atteinte portée aux exploitations agricoles, à l'environnement ou au patrimoine culturel par des ouvrages publics.

## **Article 2 : Autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine**

La commune de Treschenu-Creyers est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines en vue de la consommation humaine au niveau du captage des Gaffes dans les conditions fixées par le présent arrêté.

## **Article 3 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage**

Le captage des Gaffes, créé en 1972 est localisé, en rive droite du ruisseau de Combau, en bordure de la RD 115, à 4,5 km du village de Benevise.

Les coordonnées LAMBERT II étendues sont : X = 855 161 m ; Y = 1 978 426 m ; Z = 1 345 m.

Le bassin versant géographique de la ressource captée s'étend sur le versant ouest du vallon de Combau, sur 9 km<sup>2</sup> environ. Il culmine sur le haut plateau de Glandasse vers 1900 m d'altitude (Sommet de la Montagnette, Croix du Lautaret, Jardin du Roi et Rancou) qui constitue la zone d'alimentation. Les marno-calcaire, puis les marnes du barrémien inférieur forment le substratum de l'aquifère calcaire. Les eaux sont drainées par le ruisseau du Combau à travers les formations d'éboulis de pente qui tapissent le vallon largement ouvert dans les formations marneuses.

Le ruisseau de Combau et sa nappe d'accompagnement ne participent pas à l'alimentation du captage.

Le drainage subhorizontal, en fonte 200 mm, est long de plus de 100 m. Il est captant sur tout sa longueur, mais la majeure partie de la ressource provient de la tête du drain, un peu au delà des 100 m reconnus par l'exploration caméra (janvier 2011).

Il alimente une chambre béton cubique de 1,9 m de côté. Elle comporte 3 bacs : réception décantation, mise en charge et pied sec. Elle est munie de trop-pleins et vidange en pvc en diamètre 110 mm qui débouchent sans chute dans le lit du ruisseau de Combau à peu de distance. Elle est accessible par une cheminée fermée par un capot fonte.

Le départ gravitaire en PVC 110 mm rejoint le captage Benevise 2 et alimente le réservoir 70 m<sup>3</sup> du hameau de Benevise. Il absorbe tout le débit d'étiage disponible, estimé à 10m<sup>3</sup>/h.

## **Article 4 : Conditions de prélèvement**

La ressource des Gaffes est assimilée à la nappe d'accompagnement du ruisseau de Combau. Le prélèvement relève de la rubrique 1.3.1.0 de la Loi sur l'Eau, au titre de la Zone de répartition des Eaux de la rivière Drôme et de ses affluents (arrêté interpréfectoral n°10-3371 et arrêté n°2010-229-5). L'alluvionnement grossier dans le ruisseau exige un dégrèvement périodique pour la protection de la route. A l'étiage, le ruisseau se perd dans ses alluvions et présente un caractère d'écoulement temporaire.

Le débit total dérivé au captage jusqu'au réservoir de Benevise sur le mélange Les Gaffes- Benevise 2 est de 12 m<sup>3</sup>/h. Le débit d'étiage dérivé au niveau de la source des Gaffes peut atteindre 7,2 m<sup>3</sup>/h. Le prélèvement entre dans le cadre de la déclaration.

Les débits d'exploitation autorisés sur l'ensemble des captages Les Gaffes et Benevise 2 sont :

- Volume maximum annuel : 2800 m<sup>3</sup>/an, soit 8 m<sup>3</sup>/jour en moyenne
- Volume de pointe estivale : 24 m<sup>3</sup>/jour (soit 1 m<sup>3</sup>/h, correspondant à moins de 10% du débit d'étiage cumulé des sources).

Les trop-pleins sont restitués au milieu naturel au droit du captage des Gaffes, au droit du captage de Benevise 2 et au droit du réservoir de Benevise. L'exploitant étudiera la faisabilité d'une limitation de l'exportation de l'eau afin de favoriser sa restitution au milieu naturel au plus près des sources, sachant que le renouvellement rapide de l'eau au réservoir participe au maintien d'une bonne qualité bactériologique de l'eau dans le réseau de distribution.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence les valeurs exportées conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

#### **Article 5 : Indemnisations et droit des tiers**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par la mise en conformité du captage des Gaffes sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Treschenu-Creyers.

#### **Article 6 : Périmètres de protection du captage**

Les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté (annexe III). Ils sont établis pour protéger les zones accessibles du bassin d'alimentation, dans l'environnement proche du captage, fragile de part les médiocres capacités de filtration des formations géologiques.

##### **Article 6.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate et rapprochée**

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant, l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Treschenu-Creyers et l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection.

III. La création de tout captage supplémentaire destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle instruction au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

IV. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

##### **Article 6.2 : Périmètre de protection immédiate**

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joint au dossier (annexes III et IV). Il s'établit sur 8510 m<sup>2</sup> aux dépens des parcelles section B n° 126, 125, 124 et 121, commune de Treschenu-Creyers.

Ce périmètre couvre le système drainant, qui est très étendu (plus de 100 m). Il a pour but de protéger le captage et ses équipements contre les dégradations physiques.

Des servitudes sont instituées sur le terrain du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté.

Toutes activités autres celles nécessaires à l'entretien du périmètre, à l'exploitation ou au renouvellement des ouvrages y sont interdites.

#### Article 6.3 : Périmètre de protection rapprochée

Il est défini un périmètre de protection rapprochée tel que précisé sur le plan et à l'état parcellaire joints (annexes III et IV). Il s'établit sur une surface de 4,8 ha environ sur la commune de Treschenu-Creyers, sur le versant et l'amont du drain.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté.

Le plan parcellaire est tenu à jour des modifications du parcellaire et des éventuelles implantations nouvelles, ainsi que des équipements visés par l'arrêté. La mise à jour est communiquée à l'ARS tous les 5 ans.

#### Article 6.4 : Périmètre de protection éloignée

Sans objet : le PPR couvre l'essentiel des zones susceptibles d'être affectées par l'activité humaine.

### **CHAPITRE II : Traitement, distribution de l'eau et autorisation**

#### **Article 7 : Traitement**

L'eau est acheminée gravitairement au réservoir 75 m<sup>3</sup> hameau de Bénevisse, en mélange avec la source Bénevisse 2.

Le contrôle sanitaire démontre une faible sensibilité aux contaminations bactérienne, en raison de l'environnement naturel de la ressource et du renouvellement rapide de l'eau dans le réseau.

Un entretien rigoureux suffit à maintenir une qualité satisfaisante en distribution.

Le cas échéant, la mise en service de la filière de traitement est soumise à autorisation préalable par le préfet de la DROME sur la base d'un avant projet conformément à l'article R.1321-6 du Code de la Santé Publique.

#### **Article 8 : Matériaux du réseau**

Le demandeur utilise des matériaux entrant au contact de l'eau conformes aux dispositions de l'article R.1321-48 du code de la santé publique, dans les installations nouvelles ou parties de réseaux faisant l'objet de rénovation.

#### **Article 9 : Contrôle sanitaire**

Le contrôle sanitaire est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique et ses arrêtés d'application.

L'ARS peut moduler les fréquences du contrôle au vu des résultats d'analyses.

#### **Article 10 : Surveillance**

Conformément à l'article R.1321-23 du code de la santé publique, le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- un programme de test et analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Ce fichier, consultable par l'ARS, présente en particulier et dans un ordre chronologique, les dates de vérification du fonctionnement des installations de production et les opérations de maintenance.

Dans le cadre de la surveillance, le demandeur veille au bon fonctionnement et à l'entretien des systèmes de production et de distribution d'eau. Il est responsable de la qualité de l'eau utilisée.

#### **Article 11 :**

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée et/ou distribuée, sur le captage, ses équipements ou ses périmètres de protection, est porté à la connaissance du préfet et de l'ARS. Le demandeur inspecte les ouvrages aussi souvent que de besoin.

Le demandeur transmet un compte rendu de ces opérations au Préfet et à l'ARS dans le mois suivant.

### **CHAPITRE III : Dispositions diverses**

#### **Article 12 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte d'autorisation et de déclaration d'utilité publique veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système de production de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Treschenu-Creyers doit être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

#### **Article 13 : Délai et durée de validité**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

#### **Article 14 : Accès**

L'accès au captage des Gaffes s'effectue à directement à partir de la RD 115. Il n'y a pas lieu d'établir une servitude d'accès.

#### **Article 15 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de sa mise en œuvre. Sa notification est faite par le demandeur sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, sera affiché en mairie de Treschenu-Creyers pendant une durée minimum de deux mois. Un certificat du maire justifiera l'accomplissement de cette formalité.

La mise à jour des documents d'urbanisme doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée et sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

#### **Article 16 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs ou des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

#### **Article 17 : Droit de recours**

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE, 2 place de Verdun, BP 1135 Cedex 1.

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter des mesures de publicité effectuées dans le cas où la notification individuelle est postérieure.

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter de la notification individuelle dans le cas où celle-ci est antérieure à la publication.

#### **Article 18 : Mesures exécutoires**

Monsieur le Préfet de la Drôme, Madame le Sous Préfet de Die, Monsieur le Maire de la commune de Treschenu-Creyers, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Rhône Alpes, Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Treschenu-Creyers.

Fait à Valence, le 24 NOV. 2014  
Le Préfet

2  
Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

#### **Liste des annexes :**

- Annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate ;
- Annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée ;
- Annexe III: plan parcellaire (PPI-PPR)
- Annexe IV : état parcellaire (PPI-PPR).

**Protection du captage de la source des Gaffes (alias Benevise 1)  
Sis sur la commune de TRESCHENU CREYERS**

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour

Valence, le 24 NOV. 2014

(Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général)

  
Etienne DESPLANQUES

**Annexe I – Servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate**

Il est créé un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes III et IV)

**Obligations :**

- Ce périmètre restera la propriété de la commune de TRESCHENU CREYERS pendant toute la durée d'exploitation des ouvrages.
- La couverture herbacée est entretenue par fauchage ; Les arbres seront coupés, sans dessouchage, sur une bande de 5 m de part et d'autre du drain et de la chambre de captage et les repousses arbustives seront détruites mécaniquement.
- Les ouvrages sont clôturés solidement (pour interdire le passage de la grosse faune) et muni d'un portail d'accès. La clôture sera disposée de façon à ne pas gêner les opérations de déneigement.
- Les ouvrages sont munis de fermetures inviolables, interdisant l'accès à l'eau.
- Le trop-plein est prolongé pour ne plus être immergé dans le ruisseau de Combau
- L'utilisation de désherbants ou de débroussaillants dans l'emprise du PPI ou pour l'entretien des clôtures est interdit.

**Annexe II – Servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée**

Il est créé un périmètre de protection rapproché (PPR) tel que défini sur le plan et l'état parcellaire (annexes III et IV)

A l'intérieur de cette zone qui n'est pas à acquérir par la commune de TRESCHENU CREYERS.

**Sont interdits :**

**Les faits susceptibles d'engendrer des pollutions accidentelles ou diffuses ponctuelles :**

- Les constructions et les activités nouvelles potentiellement polluantes pour les eaux souterraines, sachant qu'il n'y en pas sur cette emprise.
- Les dépôts et stockages de toute nature, même temporaires (fumiers, produits fermentescibles, engrais, produits radioactifs ou toxiques, hydrocarbures) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'épandage de fertilisants organiques ou chimiques susceptibles d'engendrer des pollutions bactériennes ou de migrer massivement (lisiers, fumiers frais, produits fermentescibles, engrais liquides, boues de station d'épuration,...) et de façon générale de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- L'utilisation d'herbicides, ou de débroussaillants.
- l'établissement de parcs d'élevage ou de gibiers.
- Le camping, la pratique de sports mécaniques ou l'établissement de parcours équestre.

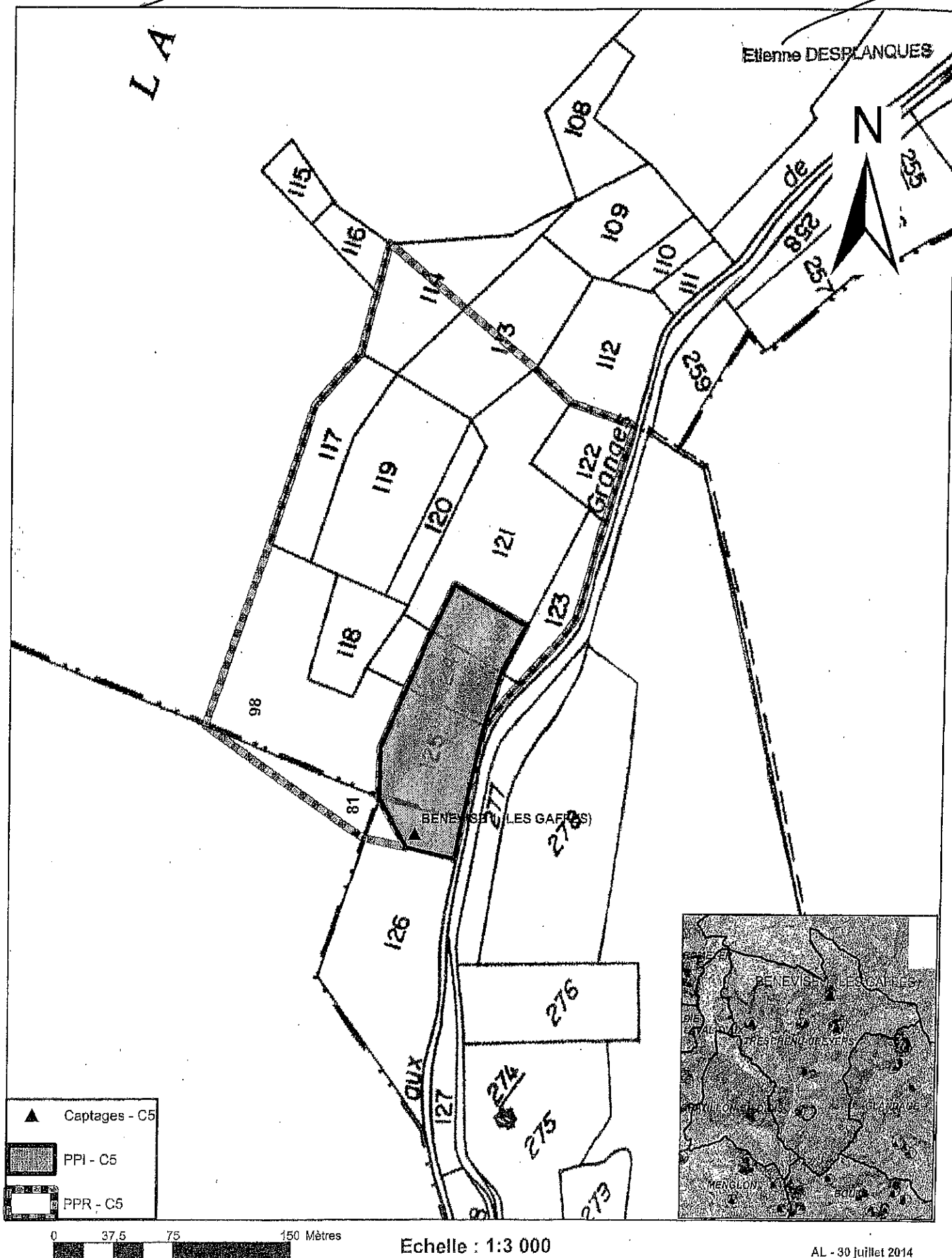
**Les faits et les activités susceptibles de favoriser les infiltrations rapides ou l'érosion et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines, dont :**

- le captage des eaux souterraines, sauf renouvellement ou amélioration de l'équipement public.
- L'exploitation de carrières à ciel ouvert, l'ouverture et le remblaiement d'excavations sur plus de 1 mètres d'épaisseur.
- Le tracé de pistes temporaires ou permanentes entaillant le profil des versants, hors aménagement structurant autorisés.
- Le défrichage des parcelles forestières sur des surfaces de plus de 1000 m<sup>2</sup>, l'établissement de places de dépôt et de traitement du bois, le dessouchage et le soussolage à plus de 1 m de profondeur.
- La création de retenues d'eaux superficielles.

**ET D'UNE MANIERE GENERALE TOUS LES FAITS SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES.**

**Sont réglementés :**

- La création de pistes forestières à vocation DFCI et gestion du massif. L'aménagement à travers le PPR d'infrastructures nécessaires à la défense de la forêt contre l'incendie et à la gestion forestière est soumis à l'accord des services de l'état chargés de la réglementation forestière. Les projets seront subordonnés à l'avis favorable de l'autorité sanitaire, qui pourra demander l'étude des impacts pour le passage de points singuliers. L'accès sera limité aux seules nécessités de protection et de gestion du massif forestier. Les pistes seront remises en état (coupures d'eau, ornières...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation.
- L'exploitation forestière : coupes à blanc limitée à des surfaces non contigües de 5 000 m<sup>2</sup> maximum, pour limiter les risques d'érosion ou de turbidité des eaux souterraines. L'évolution vers des pratiques d'exploitation forestière de type futaie jardinée est recommandée.
- Le pâturage extensif est autorisé, sans création de point de fixation des troupeaux (point d'abreuvement et de nourrissage) ni dégradation du couvert herbacé ou d'amorce d'érosion (piétinement excessif).
- L'exploitation des prairies de fauche et des terres labourables, qui pourront recevoir des fumures raisonnées, non susceptibles d'induire des pollutions bactériennes.





Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 24 NOV. 2014

Le Préfet

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

COMMUNE de TRESCHENU CREYERS  
Captage de la source de Benevise 1

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUIERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca	
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture		
	Périmètre de protection immédiate								
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS A LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	126	Benevise	10410		00 10 35	
	PROPRIETAIRE : ORAND/PASCAL CLAUDE JEAN-LOUIS BENEVISE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	125	Benevise	3930		totalité	
	PROPRIETAIRE : LEAUTIER/MICHELE MARTHE 05 CHE DES JAUX 38700 CORENC		B	121	Benevise	10380		00 15 80	
			B	124	Benevise	3120		00 19 65	
	Périmètre de protection rapprochée								
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE PERCY A LA MAIRIE 38930 PERCY		B	81	Benevise	613320		00 15 40	
	PROPRIETAIRE : ORAND/PASCAL CLAUDE JEAN-LOUIS BENEVISE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	98	Benevise	560490		00 05 60	
			B	113	Benevise	6390		00 31	
			B	117	Benevise	3750		totalité	
			B	121	Benevise	10380		totalité	
			B	123	Benevise	2360		totalité	

Entre DESPLANQUES

Benevise DESBLANQUES

# **COMMUNE de TRESCHENU CREYERS** **Captage de la source de Benevise 1**

N° d'ordre	IDENTITE DES PROPRIETAIRES		INDICATIONS CADASTRALES					SUPERFICIE à ACQUERIR ou FRAPPES de SERVITUDES ha a ca
	Selon les documents cadastraux et les propriétaires	Selon les renseignements recueillis par hypothèques	Section	Parcelle	Lieux-dits	Superficie ha a ca	Nature de culture	
Périmètre de protection rapprochée								
	PROPRIETAIRE : COMMUNE DE TRESCHENU CREYERS A LA MAIRIE 26410 TRESCHENU CREYERS		B	114	Benevise	5160		00 27 70
			B	118	Benevise	2490		totalité
			B	122	Benevise	2840		totalité
			B	126	Benevise	10410		00 03 20
	PROPRIETAIRE : MARLIN/RAYMOND MARIE GASTON 01 IMP COLBERT 26500 BOURG LES VALENCE		B	119	Benevise	7505		totalité
	PROPRIETAIRE : MARLIN/GERARD MARIE GEORGES LES NONIERES 26410 TRESCHENU CREYERS		B	120	Benevise	1755		totalité
	PROPRIETAIRE : MARLIN/AURELIE MARIE ALINE 12 RUE JOSEPH PEALA 26600 TAIN L HERMITAGE							
	PROPRIETAIRE : LEAUTIER/MICHELE MARTHE 05 CHE DES JAUX 38700 CORENC		B	124	Benevise	3120		00 12 75



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

## ARRÊTE N° 09-0615

Portant sur l'approbation de la carte communale  
de Treschenu-Creyers

LE PREFET,

**Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 124-1 à L 124-4 et R 124-1 à R 124-8 concernant les cartes communales,

VU la délibération de la commune de Treschenu Creyers décidant l'élaboration de la carte communale le 30 septembre 2005,

VU l'arrêté municipal en date du 29 avril 2008 mettant à l'enquête publique la carte communale

VU le rapport du commissaire enquêteur,

VU le dossier technique,

VU la délibération du conseil municipal de Treschenu-Creyers du 05 décembre 2008 approuvant la carte communale,

**Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,**

### ARRÊTE :

**Article 1er :** la carte communale de la commune de Treschenu-Creyers créée par délibération du conseil municipal en date du 5 décembre 2008 est approuvée et fait l'objet d'un avis favorable de l'Etat.

**Article 2 :** le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Mention de l'affichage du présent arrêté et de la délibération d'approbation du conseil municipal de Treschenu-Creyers seront insérés dans un journal diffusé dans le département.

**Article 3 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4 :** Madame la Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipement, le maire de Treschenu-Creyers sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Valence, le 13 FEV. 2009

Le PREFET,  
Pour le Préfet, par délégation,  
La Secrétaire Générale



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de TRESCHENU-CREYERS

Séance du 05 décembre 2008

## Permanences de la mairie

lundi 14h - 17h

mardi 9h - 12h

vendredi 14h - 17h

Nombre des membres présents

Afférents au conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
11		09

Date de la convocation : 15/10/2007

Objet de la délibération

Permanences de la mairie  
lundi 14h - 17h  
mardi 9h - 12h  
vendredi 14h - 17h

Approbation carte  
communale

lundi 14h - 17h

mardi 9h - 12h

vendredi 14h - 17h

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture  
le

Pour publication de la mairie

lundi 14h - 17h

mardi 9h - 12h

vendredi 14h - 17h

L'an deux mille huit et le 05 décembre à 20 h 30 , le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de **M. André FAVIER, maire**

**Membres Présents** : Mr CAILLE Jean-Paul, CHAIX André, GIRARD Maryse, ORAND Monique, ROISEUX Anne, MAILLEFAUD Erik, CHAUVIN Robert, LAMORLETTE Jean-Claude

**Membres Absents excusés** : VALENTIN Jacques (pouvoir André CHAIX) et BLANC Jean-Marie

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 124-1 et suivants et R. 124-1 et suivants et L. 211-11

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30/09/2005 décidant de l'élaboration de la carte communale

Vu l'arrêté du maire en date du 29/04/2008 soumettant à l'enquête publique le projet de carte communale ;

Vu les conclusions du commissaire enquêteur.

Monsieur le Maire présente les observations qui ont été faites sur le projet de carte communale ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur

Considérant les observations faites au cours de l'enquête publique, les conclusions du commissaire enquêteur et l'exposé du maire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

1. décide d'approuver la carte communale en y apportant toutefois quelques modifications mineures pour tenir compte des observations émises au cours de l'enquête et des conclusions du commissaire enquêteur
2. décide que les décisions individuelles relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol régies par le Code de l'urbanisme seront délivrées au nom de la commune à compter de l'opposabilité de la carte communale.

**Commune de Treschenu-Creyers**

Les Nonières 26410 - Tél. 04 75 21 14 21 - Fax 04 75 21 27 79

E-mail: Mairie.TRESCHENU.CREYERS@wanadoo.fr

Web: <http://www.treschenu-creyers.com>



Il est en conséquence demandé à M. le préfet d'une part, que les services de l'État dans le département chargés de l'urbanisme soient mis à disposition de la commune pour l'instruction des demandes d'occuper et d'utiliser le sol, d'autre part, que la commune bénéficie d'un concours au titre de la dotation générale de décentralisation lui permettant de s'assurer dans l'exercice de ses nouvelles compétences.

3. décide d'instituer un droit de préemption dans les périmètres délimités dans les documents graphiques de la carte communale en vue de réaliser des équipements collectifs nécessaire à la sécurité publique

La présente délibération sera transmise au préfet afin qu'il approuve par arrêté la carte communale ; Elle sera, en outre, transmise pour information aux présidents du conseil régional et du conseil général, au directeur de la Direction Départementale de l'Équipement de la Drôme

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.  
Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, dès réception de l'arrêté d'approbation de M. le Préfet de la carte communale.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Le maire  
André Favier



*h. Land*

*R. Bideau*

*Y. H.*

*[Signature]*

*[Signature]*

*[Signature]*

